

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'orientation nouvelle du Parti Socialiste (*Varine*). — Evolution décisive (*Flory*). — Lettre aux Communistes Roumains (*Jacques Sadoul*). — Revenu comme antibolchevik (*Fritz Platten*). — Thèses présentées par le Comité Exécutif au Congrès Communiste International : Sur le mouvement syndical, les comités de fabriques et d'usines ; sur la question agraire ; conditions d'admission des Partis

dans l'Internationale Communiste ; sur les tâches principales du 2^e Congrès Communiste (*N. Lénine*). — Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets des Députés ouvriers (*G. Zinoviev*). — Supplément aux thèses sur le Parlementarisme. — Le nouveau cordon sanitaire (*Otto Maschl*). — Chronique Internationale : Grèce (*N. Dimitraos*). — Le Japon et la Russie soviétiste (*Sen Katayama*).

L'Orientation nouvelle du Parti Socialiste

Ayant été envoyés en Russie en délégués d'une fraction qui n'était pas la nôtre, Marcel Cachin et Frossard sont revenus en France, convaincus de la nécessité de faire triompher les conceptions de l'Internationale Communiste, préconisées et propagées dans ce pays par le Comité de la 3^e Internationale. Notre Comité accueillera avec satisfaction tout concours qui lui sera sincèrement apporté. Il espère que la collaboration active de Cachin et de Frossard à son œuvre d'éducation et d'organisation communistes lui donnera un surcroît de force agissante et étendra le rayonnement de l'influence communiste sur le prolétariat français, systématiquement égaré depuis 1914 par les majoritaires syndicalistes et socialistes. Que ces camarades, et aussi ceux qu'ils sauront convaincre à leur tour, suivent avec nous la voie de l'action de classe révolutionnaire, et ils prendront une part méritoire à l'effort mondial des esclaves résolus à briser leurs chaînes.

Le Parti socialiste français doit jouer un rôle capital dans la lutte internationale des exploités contre les exploités. Il lui incombe de frapper sans merci la réaction la plus puissante qui exerce actuellement son funeste pouvoir sur le vieux continent : la réaction impérialiste et militariste française, armature de la contre-révolution internationale. C'est notre réaction qui harcèle impitoyablement depuis près de trois ans la République ouvrière et paysanne de Russie, qui l'affame et qui l'assaille en lui refusant trêve ou répit ; c'est elle qui a donné à la bourgeoisie alle-

mande les moyens de briser l'héroïque soulèvement spartakiste ; c'est elle qui a voulu que fût noyée dans le sang la révolution prolétarienne hongroise. Toute l'Europe retentit des cris des victimes de la répression capitaliste, partout inspirée, encouragée, soutenue ou dirigée par la réaction française, chienne enragée maudite de tous les peuples. C'est cette réaction qu'il faut terrasser, c'est au prolétariat français de la vaincre, et c'est à notre Parti socialiste de guider dans la lutte les forces révolutionnaires.

Le Parti socialiste n'accomplira sa mission que s'il se montre capable d'éliminer de ses rangs les traîtres et les pusillanimes qui le paralysent, s'il adopte une ligne de conduite nettement tracée, un plan de combat approprié à l'état révolutionnaire de l'Europe. Pour entreprendre une telle tâche, exigeant une résolution froide, une volonté assurée, les virtuoses du verbiage opportuniste à la Paul Faure, dont la seule volonté apparente est d'attaquer sournoisement les communistes, ne sont évidemment pas qualifiés. L'attitude prise par Cachin et Frossard depuis leur retour sera la pierre de touche qui permettra d'apprécier la valeur de leurs anciens condisciples. Cachin et Frossard adoptent sans détours le programme et la tactique communistes et d'autres agissent de même, Mais d'aucuns, comme Paul Faure et Verfeuil, ne se résignent pas à renoncer au mol opportunisme qui leur garantit la quiétude ; ils farcissent leurs articles de sous-entendus venimeux à l'adresse de ceux dont le tort est d'avoir ouvert la marche du Parti

vers la 3^e Internationale. Nous leur préférons Mayéras, Léon Blum, Boncour, qui réprouvent notre point de vue, et ont le courage de leur opinion. Avec ceux-ci, nous savons qu'une action commune est impossible. Eux et nous, suivrons deux routes différentes et qui ne se rencontrent pas. Ceux qui, comme Paul Faure et Verfeuil, tombant d'erreur en erreur depuis des années, se refusent à profiter des leçons de l'expérience et ne savent pas prendre résolument parti aux heures historiques où les hommes politiques doivent s'orienter, n'ont plus une minute à perdre pour rejoindre Mayéras, Léon Blum et Boncour sur la route du réformisme.

Quant aux camarades, qui désirent sincèrement sceller avec nous un accord de principe et de tactique durable et fécond, et dont certaines opinions sont en contradiction avec la doctrine de l'Internationale Communiste, nous leur devons, comme nous nous devons à nous-mêmes, des explications franches. Précisément parce que nous croyons à leur désir loyal de renforcer le mouvement révolutionnaire, précisément parce qu'ils font un effort pour s'approcher de notre tendance, nous leur devons tenir un langage ne laissant subsister nulle équivoque.

Dans le dernier *Bulletin Communiste*, nous avons signalé des articles de Daniel Renoult, tendant vers l'orientation nouvelle du Parti, mais imprégnés encore de l'idéologie d'hier. Il y apparaissait que, pour Renoult, l'adhésion à la 3^e Internationale n'entraînerait pas de conséquences importantes pour notre Parti, sauf un simple « reclassement » des forces ; nous y remarquons aussi une méconnaissance absolue de l'action passée du Comité de la 3^e Internationale, action parallèle à celle de tous les partis du monde adhérents à l'Internationale Communiste. Si la pensée de Renoult est immuable, il faudra renoncer à la collaboration qu'il souhaite, et que nous souhaitons avoir avec ceux qui se rallient sans arrière-pensée à l'Internationale Communiste. Pour nous, l'adhésion passionnément controversée dans le Parti ne saurait être un geste rituel ou platonique. Nous considérons qu'elle nous engage à des actes résolus, inspirés d'une idéologie toute autre que celle qui régnait hier dans notre Parti. Non seulement elle exige la rupture avec les réformistes, avec les opportunistes, avec tous ceux pour qui l'heure de l'action n'a jamais sonné, propagateurs du doute et semeurs de scepticisme, agents de dissolution et de corruption dans la phalange révolutionnaire, mais elle impose une transformation complète du Parti, qui doit devenir une organisation de combat. Aux coups de la bourgeoisie, le Parti a répondu jusqu'à présent par de vaines menaces. Il ne pouvait faire autre chose, dans l'impuissance où le réduisaient ses divisions internes, dominé qu'il était pas le souci de sauvegarder une « unité » de façade. Dorénavant, il répondra aux coups par des coups, grâce à l'unité de vues et de direction qui sera possible après la scission salubre.

Et ce que Renoult appelait des « discordes stériles », c'est la propagande du Comité de la 3^e Internationale, propagande qui a préparé cette transformation du Parti au prix d'efforts laborieux et tenaces, qui l'a rendue inévitable, et sans laquelle la voix de Cachin et de Frossard, à leur retour de Russie, n'eût pas trouvé d'écho. C'est l'action opiniâtre des hom-

mes qui ont travaillé au milieu des pires difficultés, à travers de dures épreuves pour la cause du communisme, et autour desquels se sont groupés, toujours plus nombreux, les travailleurs éclairés par la doctrine qu'ils répandaient. Ne pas reconnaître la nécessité et la valeur de l'œuvre du Comité de la 3^e Internationale dans le passé comme dans le présent, c'est méconnaître l'incompatibilité fondamentale qui existe entre l'action d'opposition révolutionnaire du Comité et l'action de compromission réformiste des majoritaires ; c'est attribuer à la fondation et au développement du Comité un caractère artificiel, alors que ce Comité est organiquement lié au mouvement de l'avant-garde du prolétariat.

Nous avons fait appel à toutes les bonnes volontés et à toutes les volontés pour que prévalent dans le Parti et dans la classe ouvrière les idées du communisme révolutionnaire. Aujourd'hui encore, nous espérons gagner à notre cause des militants qui nous combattaient hier. Mais le moins que nous puissions leur demander, c'est de rompre définitivement avec l'idéologie et les méthodes condamnées par l'expérience.

VARINE.

TROIS BROCHURES à RÉPANDRE

La *Bibliothèque Communiste* met en vente trois nouvelles brochures de propagande et d'éducation communistes, que tous les militants sérieux auront à cœur de lire et de diffuser.

Le Terrorisme, par Léon Trotsky, est une réponse magistrale du brillant écrivain et orateur communiste russe, au livre du théoricien opportuniste Kautsky traitant du même sujet. Elle est publiée bien à propos, à l'heure où les dénonciations hypocrites du « terrorisme bolchevik » par la presse à tout faire, redoublent de violence et de perfidie. — Prix : 40 centimes.

La famille et l'Etat Communiste, par Alexandra Kollontai, est un remarquable exposé de l'évolution de la famille dans la société capitaliste et après la révolution prolétarienne. Ces pages si riches de pensée marxiste et suggérées par une intelligence novatrice, sont dignes d'être considérées comme un chapitre additionnel au célèbre ouvrage de Frédéric Engels sur les origines de la famille. Cette brochure, qui s'adresse à tous, intéressera particulièrement les femmes. — Prix : 40 centimes.

Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik), révisé et complété par le dernier Congrès de ce parti d'élite, est un modèle d'exposé de doctrine communiste éclairée par l'expérience de la première révolution prolétarienne triomphante. — Prix : 60 centimes.

En vente dans toutes les librairies socialistes et communistes. Envoi franco des 3 brochures contre 1 fr. 50, envoyés à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Pour la vente en gros (réduction de prix de 25 %) écrire à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

ÉVOLUTION DÉCISIVE

Le Parti socialiste subit actuellement la crise de transformation la plus profonde de son histoire. La thèse centriste de la « reconstruction » de l'Internationale est frappée à mort et avec elle la politique néfaste de la majorité actuelle. Cachin et Frossard, envoyés en Russie pour traiter avec les bolcheviks « de puissance à puissance » ont rapidement compris le ridicule et l'odieux d'une pareille mission. Un socialiste ne va pas à Moscou, disent-ils, pour donner des leçons, mais pour en recevoir.

Nos deux camarades ont vu par le contact de la réalité révolutionnaire, la sublime grandeur de l'œuvre entreprise ; les sacrifices consentis à la cause du prolétariat universel par le prolétariat de Russie leur ont fait immédiatement mesurer l'étendue de la trahison criminelle des pseudo-socialistes et syndicalistes qui se font contre la révolution les remparts de la démocratie bourgeoise.

Ils ont fait alors le geste que leur conscience leur commandait de faire et se sont solennellement engagés à travailler en France « dans une union fraternelle parfaite... avec ceux qui ont déjà exprimé leur solidarité avec le programme de Moscou ».

Cette évolution, parallèle à celle des masses militantes irrésistiblement entraînées vers la 3^e Internationale, n'est pas du goût des pontifes du social-patriotisme qui n'ont pas abandonné l'espoir de reconquérir la direction du Parti et des confusionnistes du centre qui ne peuvent se faire à l'idée de voir cette direction leur échapper.

L'obligation d'agir, de se définir sans équivoque, de choisir entre la politique de Genève et celle de Moscou décompose le bloc de ceux-ci dont les éléments hétérogènes n'étaient liés qu'à la condition de ne rien faire. L'élimination prochaine, totale et définitive, dans nos sections et fédérations des germes du socialisme de guerre qui ont décomposé la 2^e Internationale va rendre pour ceux-là le Parti absolument inhabitable.

Déjà le dernier carré des politiciens installés dans le régime à la faveur du socialisme nous menace d'une scission qui évitera simplement à la majorité communiste la peine de procéder elle-même aux exclusions qui s'imposent.

L'évolution à gauche du Parti n'est pas davantage du goût d'un demi-quarteron de contempteurs de la 3^e Internationale et de loriquets de son histoire auxquels les événements n'apprennent rien et ne font rien oublier. Ceux-là nous font savoir qu'ils ne veulent aller « ni à droite, ni à gauche ». Il paraît qu'on ne leur fera dire, ni faire ce qu'ils ne veulent ni faire, ni dire ; avertissement bien inutile pour nous, aucun communiste ne songeant à chercher quelque chose où il n'y a rien. Ils adjurent, par la plume de Mayéras, les socialistes de « maintenir ». Maintenir la politique qui, en plaçant le Parti au point mort de la reconstruction entre la révolution et la réaction, en fait l'instrument inconscient de celle-ci ; maintenir le monstrueux assemblage d'un catéchisme orthodoxe et d'une pratique de reniement et de trahison tel qu'est apparu le guesdisme pendant la guerre.

Non ! cette phase honteuse de l'éclipse du socialisme est heureusement terminée.

Il faut être aujourd'hui, comme l'a dit dans l'*Hu-*

manité mon ami Varine, dans le camp bourgeois ou dans le camp révolutionnaire. Les temps sont passés des habiletés dialectiques visant à concilier les postulats théoriques du socialisme avec le patriotisme bourgeois et la défense nationale capitaliste.

L'opinion de Mayéras, affirmant devant nous « que même s'il avait eu, le 4 août 1914, la certitude que notre gouvernement était l'agresseur, il aurait quand même voté les crédits de guerre », est une marchandise qui ne trouve plus acquéreur dans les masses d'un Parti de plus en plus décidé à accomplir sa mission révolutionnaire. Il faudra bien abandonner publiquement cette camelote ou la présenter ailleurs... dans l'autre camp.

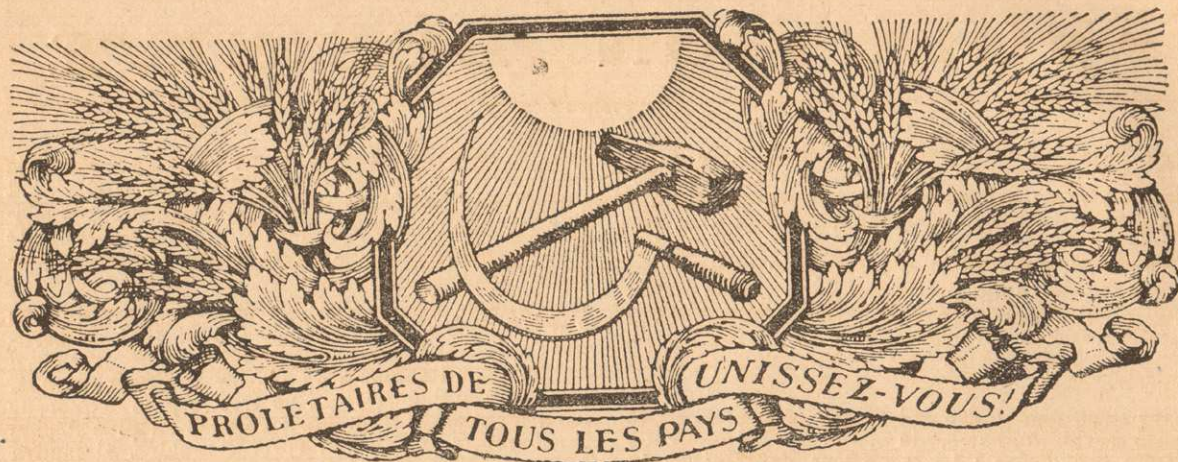
Les militants le signifieront sans ambiguïté au prochain congrès à ceux qui auraient encore des illusions sur leur inexpérience et leur crédulité. Ils manifesteront leur ferme volonté en adhérant à la 3^e Internationale de ne pas ruser avec elle et d'en accepter loyalement les décisions doctrinales et tactiques.

Ils répondront aux exégètes hypocrites qui les somment de choisir entre Lénine et Jaures qu'on laisse intacts le prestige, le talent et l'autorité de celui-ci en constatant que la destinée l'a fait vivre à une époque où l'on ne pouvait encore que PARLER de la révolution, tandis qu'elle a appelé celui-là à la FAIRE ; que les événements ne nous permettent pas de choisir entre les choses mortes et les réalités vivantes ; que la révolution existe dans des formes déterminées et que c'est à son égard qu'il s'agit de se situer.

Les menaces et les manœuvres de quelques personnalités sont bien peu de chose à côté du mouvement qui s'affirme en faveur du communisme et de la 3^e Internationale. Le citoyen Renaudel a beau opposer Zinoviev aux travailleurs anglais et à la C.G.T., il ne trompe plus personne. Le Comité Exécutif de Moscou n'a cessé de manifester sa sympathie pour le prolétariat ouvrier groupé dans ces organisations, mais il sait faire la distinction entre les masses et les mauvais bergers qui les guident. Notre C.G.T., ce n'est pas Jouhaux, ce n'est pas davantage la minuscule coalition des fonctionnaires syndicaux qui gravitent autour de lui pour la même œuvre de corruption de l'action ouvrière, ce sont les deux millions de salariés qui leur réservent pour demain le sort que le Parti fait aujourd'hui subir à ceux qui l'ont égaré et trahi.

FLORY.





Lettre de Jacques Sadoul aux Communistes Roumains

Khar'koff, le 27 mars 1920.

Camarades,

Nous saluons avec joie la marche progressive des ouvriers et des paysans roumains vers le communisme. Chez vous, comme dans tous les pays, cette évolution est précipitée par les conséquences de la guerre impérialiste qui a fait éclater en Russie d'abord, qui a fait retentir ensuite dans le monde entier les grondements précurseurs de l'orage révolutionnaire. La criminelle folie manifestée par les gouvernements capitalistes avant et pendant la guerre, n'a d'égale que leur impuissance à résoudre les problèmes de la paix. Il suffit de considérer les faits pour se convaincre de la faillite du régime bourgeois ainsi que de la nécessité bienfaisante de la révolution prolétarienne.

Le rôle des révolutionnaires, pendant cette période de liquidation de la vieille société, consiste essentiellement à éclairer les ouvriers et les paysans sur la signification réelle des événements contemporains, à les organiser en parti de classe et à les préparer à la guerre civile pour la conquête du pouvoir.

Depuis la fin de la guerre, la politique des pays de l'Entente a tendu à préparer leur hégémonie par l'écrasement des pays concurrents et par l'étouffement des mouvements révolutionnaires. Pour atteindre ce double but, les grandes nations triomphantes (Angleterre, France, Etats-Unis) ont imposé aux Etats vaincus des conditions de paix qui, si elles sont respectées, entraîneront leur démembrement et leur mort, qui, si elles sont violées risqueront de déclencher de nouveaux conflits ; elles ont domestiqué les Etats neutres ; elles ont accru ou créé avec les lambeaux de territoire arrachés aux Empires Centraux et à la Russie, toute une série d'Etats vassaux dont elles s'efforcent d'exaspérer les passions nationalistes et réactionnaires.

Ces pays vassaux, la Roumanie et la Yougo-

Slavie par exemple, sont asservies par l'Entente qui, sous le voile du droit des nationalités, les violente, les condamne à la faiblesse et à l'ignominie, les exploite comme ses colonies, les transforme en gendarmes et en bourreaux des prolétariats européens. Dans tous ces Etats, bien entendu, l'Entente bourgeoise mène une politique de classe. Elle s'y appuie uniquement sur la noblesse et sur la bourgeoisie à qui elle procure les ressources indispensables pour maintenir sous le joug leur propres masses travailleuses et qui l'aident, en revanche, à tuer les révolutions extérieures.

Grâce à ces complicités, l'Entente est parvenue, d'une part, à empêcher le développement des mouvements insurrectionnels nés aux quatre coins de l'Europe et, notamment, dans les pays balkaniques ; elle est parvenue, d'autre part, à noyer dans le sang les révolutions, d'abord victorieuses en Finlande, dans les pays baltiques et la Hongrie. Après avoir participé à l'assassinat des prolétaires hongrois et bessarabiens, l'armée roumaine était destinée par le trust impérialiste de l'Entente, à étouffer la révolution russe. L'expédition était préparée. Les hommes de Bucarest attendaient les ordres de Paris. Mais deux années de lutte vaine démontrent au capitalisme mondial épuisé, que le Pouvoir des Soviets ne peut plus être abattu par la force des armes. L'héroïque Armée Rouge, renforcée par la solidarité du prolétariat international, a acculé successivement tous ses ennemis à la débâcle ou à la paix. La contraindre à de nouvelles batailles serait lui préparer des victoires nouvelles. Les gouvernements bourgeois de la Roumanie et de la Pologne, derniers espoirs de la contre-révolution mondiale, dont ils sont les valets serviles et grasement payés, hésitent de plus en plus (1) à se lancer dans

(1) Cette lettre fut écrite avant la nouvelle guerre entreprise par la Pologne contre la République des Soviets, sur les injonctions du Quai d'Orsay. — N. D.L.R.

une aventure qui n'aboutirait, d'une part, qu'à la décomposition et à l'écrasement de leurs armées et qui, d'autre part, accélérerait l'incendie révolutionnaire dans leurs pays. Après bien des hésitations et bien des volte-face, les grandes puissances elles-mêmes, prenant enfin conscience de la réalité, paraissent sur le point de se résigner, la mort dans l'âme, à entamer des pourparlers avec les républiques socialistes des Soviets de Russie et d'Ukraine, décidément invincibles et dont elles escomptent l'immense clientèle économique.

La fin de la guerre et la reprise des relations avec la Russie consolideront la révolution. En renonçant piteusement à la lutte qu'ils avaient solennellement juré au monde de mener jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'extermination des derniers bolcheviks « ces modernes Vandales », les Etats de l'Entente subissent leur première défaite grave. Défaite morale qui précède et prépare leur écroulement politique. La paix avec le Pouvoir des Soviets ne les sauvera pas de la banqueroute. Elle en reculera seulement l'échéance pendant le temps nécessaire pour faire mûrir la révolution en Occident.

La conclusion imposée par l'examen de la situation internationale, par l'observation de l'incohérence et du désarroi de la politique des grandes puissances, par le fiasco lamentable de la Ligue des Nations, ce suprême expédient, cette cynique mise en scène destinée par la bourgeoisie agonisante à cacher un peu plus longtemps aux peuples le caractère tyrannique et cruel de sa domination, c'est que les gouvernements impérialistes qui ont fini la guerre depuis plus de deux ans par une victoire militaire triomphale sont, non seulement incapables d'assurer à l'univers une paix juste et durable, mais qu'ils sont absolument impuissants à remettre en état leur propre machine économique. La conclusion, c'est que la prolongation de la dictature de la bourgeoisie aboutirait, à bref délai, à l'asservissement des peuples faibles, à l'esclavage, à la misère et à la famine des masses laborieuses, à l'explosion de nouvelles guerres entre les Etats impérialistes rivaux et en fin de compte au naufrage de la civilisation. La dictature de la bourgeoisie ne doit donc pas être et ne peut pas d'ailleurs être maintenue. Le régime capitaliste est blessé à mort. Il faut qu'il périsse au plus tôt. Seule, la révolution prolétarienne garantira aux petits peuples une existence indépendante, seule elle apportera la liberté, la dignité et le bien-être aux travailleurs, seule elle permettra à l'humanité de construire une société robuste et saine sur les ruines amoncelées par la guerre.

Les communistes roumains, par l'agitation incessante menée pour la paix immédiate avec la Russie et l'Ukraine ont bien mérité de la Révolution. Mais ils savent que la mission historique du prolétariat roumain ne saurait être limitée à cet appui indirectement donné au Pouvoir des Soviets. Ils forgent déjà les armes qui assureront l'émancipation des ouvriers et des paysans roumains et leur participation active à la lutte finale préparée contre le capitalisme par les prolétariats européens.

Camarades, ce que vous nous apprenez établit que l'expérience de ces derniers mois a dissipé chez tous les travailleurs conscients de la Roumanie, le double mirage de la « victoire » et de la « démocratie bourgeoise ». Votre peuple sort de la guerre ensanglanté et ruiné. Les agrandissements territoriaux de l'Etat roumain, le scandaleux pillage, grâce auquel votre clique militaire et capitaliste a rempli ses poches des dépouilles des

pays vaincus, n'ont atténué ni votre exploitation économique, ni votre asservissement politique, ni vos souffrances. Les riches sont un peu plus riches aujourd'hui qu'hier, mais les pauvres sont beaucoup plus pauvres. L'usine produit toujours les millions que les capitalistes emploient à accroître leur force d'exploitation et à mener une existence fastueuse. Les grands domaines sont toujours entre les mains des grands seigneurs des villages. Et le salaire de l'ouvrier est toujours insuffisant. Et l'impôt et la dette hypothécaire écrasent toujours le paysan. Et la vie, de plus en plus chère, est de plus en plus difficile aux exploités, de plus en plus agréable aux exploités. Pas plus que la « victoire », la « démocratie » ne vous a rien donné de substantiel. Rien que des mots, des phrases, des droits formels. En fait, rien. Les doux sourires que vous prodiguez les chefs de la démocratie bourgeoise grimpés au pouvoir sur vos épaules, ne vous abusent plus sur leurs intentions véritables. Vous savez que ces beaux messieurs, après s'être servis de vos poings robustes pour assommer leurs concurrents les plus redoutables, les hobereaux et les militaires après avoir capté vos bulletins de vote pour conquérir de confortables fauteuils ministériels, se hâteront de brandir contre vous les armes qu'ils arrachent grâce à vous à vos anciens maîtres. En France, nous avons assisté souvent à cette comédie démocratique, en 1793, en 1830, en 1848. L'histoire contemporaine étend sur toute l'Europe ces vieux enseignements. Elle montre, en effet, qu'en régime capitaliste tous les gouvernements, quelle que soit leur étiquette monarchiste, républicaine ou démocrate, ne sont jamais rien que des machines construites par la classe bourgeoise dominante, c'est-à-dire par une minorité infime, pour accroître l'esclavage et l'exploitation de la classe dominée, c'est-à-dire de l'immense majorité des villes et des campagnes.

En ce moment même, la classe ouvrière allemande après s'être soulevée pour revendiquer ses droits contre les monarchistes Tirpitz et Ludendorff, se voit contrainte de continuer le combat contre les républicains socialistes Ebert et Scheidemann. Rien de plus éloquent, rien de plus édifiant pour les travailleurs que la lecture du dernier chapitre de l'histoire de la république parlementaire allemande, la plus moderne, la plus perfectionnée, la plus démocratique des démocraties bourgeoises. Ce chapitre essentiel est écrit depuis dix jours dans les rues de Berlin et de toutes les villes allemandes avec le sang des ouvriers par les assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, par les social-démocrates Ebert, Scheidemann et Noske qui cumulent symboliquement ces fonctions de bourreaux aux gages du capital, avec celle des chefs vénérés de la 2^e Internationale. Ce spectacle, après tant d'autres, doit faire comprendre aux plus naïfs l'exacte position occupée par la démocratie parlementaire. Dans la lutte sociale cette « démocratie » est toujours la dictature de la bourgeoisie. Elle se révèle comme l'ennemie la plus acharnée et la plus sauvage des paysans et des ouvriers.

Quelle que soit l'étiquette sous laquelle la bourgeoisie masque sa domination, vous êtes donc résolus à écarter toute idée de collaboration ou de compromis avec elle. Pour les ouvriers et les paysans la seule politique qui ne soit pas une politique de duperie, est la politique de lutte de classe irréductible et impitoyable. La seule forme de gouvernement qui permette aux travailleurs de mener jusqu'à son terme la bataille contre la bourgeoisie, est la forme soviétiste, la République Socialiste des Soviets d'ouvriers, de paysans

et de soldats. Le seul moyen qui conduise à la conquête du pouvoir, qui permette d'écraser la résistance de la classe ennemie, qui assure la destruction de la vieille machine d'état bourgeoise et son remplacement par une machine d'état prolétarienne, c'est l'installation violente de la dictature du prolétariat.

Pour enfoncer ces vérités dans la tête des travailleurs non encore militants, il faut de la propagande, encore de la propagande, toujours et partout de la propagande, dans l'atelier et dans la boutique, au champ et dans la caserne. Pour intensifier cette propagande, pour la rendre efficace, c'est-à-dire claire, précise, unifiée, il est indispensable que les camarades roumains ne tardent plus à se rassembler, à organiser un grand et unique parti. Ce parti, vous l'avez dit et écrit bien souvent, camarades, c'est le Parti Communiste, formé de tous les éléments vraiment révolutionnaires acceptant la plate-forme de la 3^e Internationale, où ne seront admis ni les socialistes de droite, ni les socialistes du centre, ni les patriotards, ni les opportunistes, ni les traîtres, ni les lâches, ni les imbéciles qui tentent vainement de prolonger l'agonie de la 2^e Internationale jaune, ni les hypocrites qui, cédant à la pression des masses, adoptent en paroles le programme et la tactique des communistes, mais en fait, s'efforcent de retarder sous mille prétextes, votre adhésion à l'Internationale de Moscou.

Méfiez-vous de ces faux amis. Ils font de temps en temps, le plus lentement possible, quelques pas vers nous, parce qu'ils sont habiles, parce qu'ils constatent que les masses ouvrières et paysannes poussées par un instinct politique profond, se précipitent avec enthousiasme vers la 3^e Internationale. Mais ils ne viennent pas de bon cœur. Ces rusés renards sans franchise, sans courage et sans foi, doivent être à tout prix, écartés des états-majors prolétariens. Ils craignent d'être laissés en arrière par leurs troupes plus audacieuses, plus honnêtes et plus sages, et c'est pourquoi ils glissent vers le communisme. Mais ils craignent beaucoup plus encore la révolution qui vient. Si vous les acceptez dans vos rangs, si vous ne les surveillez pas, si vous ne les dominez pas, prenez garde. Ils feront tout pour retarder l'heure de la lutte, c'est-à-dire du danger. Et, la lutte entamée, ils n'hésiteront pas à trahir si le triomphe prolétarien ne leur paraît pas certain et immédiat. Frottez un peu et, sous la couche mince de votre rouge communiste qu'ils ont posée à la hâte, vous découvrirez leur vrai visage, leur visage de mencheviks. Moins brutaux et plus perfides que les socialistes de droite, ils sont par cela même, infiniment plus dangereux.

Souvenez-vous, camarades ! Dans les pays baltes, en Allemagne, en Bavière, en Hongrie, les premières tentatives de révolution prolétarienne échouèrent à cause de la trahison des mencheviks autant que par l'absence, dans ces pays, d'un parti cohérent, solide et discipliné. En Russie, les bolcheviks ont préparé le succès de la Révolution prolétarienne en rompant brutalement dès le premier jour, non seulement avec les socialistes de droite, mais avec les socialistes mencheviks opportunistes, en les dénonçant, en les attaquant, en les anéantissant comme traîtres au prolétariat. Ils ont, d'autre part, permis et consolidé la victoire en appuyant la révolution dès le premier jour sur un Parti Communiste admirable.

Méditant ces exemples, tous les socialistes sincères, tous les révolutionnaires roumains doivent travailler d'urgence à la formation de votre Parti Communiste. Nous sommes convaincus qu'il sera

formé bientôt et qu'aussitôt formé, il tendra une main fraternelle aux partis liés à la 3^e Internationale existant déjà dans la péninsule balkanique, notamment aux vaillants et puissants partis de Bulgarie et de Yougo-Slavie qui pourront veiller utilement sur les premiers pas du parti roumain naissant et lui donner, le cas échéant, l'appui de leur expérience.

Nous souhaitons qu'une liaison, qu'une collaboration permanente soit établie au plus tôt d'une part entre ces trois organisations et, d'autre part, entre ces organisations et la 3^e Internationale.

C'est seulement par cette union étroite, par la conjugaison étroite des ouvriers et des paysans de tous les pays balkaniques que vous déjouerez les suprêmes manœuvres de votre bourgeoisie aux alibis. Vos capitalistes n'ont retardé l'heure de leur chute, ils n'ont ralenti les attaques de leur ennemi intérieur : le prolétariat, qu'en évoquant une fois de plus le spectre de l'ennemi extérieur : l'étranger. Pour cimenter « l'union sacrée » qui, sous la couverture du drapeau national, a permis aux capitalistes roumains de s'engraisser dans le sang des ouvriers et des paysans qu'ils avaient jetés à la boucherie, pour permettre la prolongation de cette politique de duperie, ils surexcitent artificiellement les haines artificiellement provoquées entre les travailleurs des différents États balkaniques.

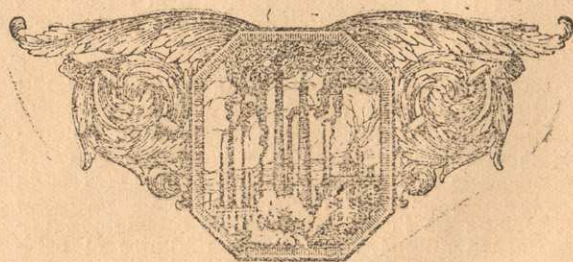
Après huit années de troubles et de guerre, les conséquences de cette tactique abominable pèsent lourdement sur vos prolétaires.

Sur la route que vous devez suivre pour éveiller chez les travailleurs la pleine conscience de classe et pour leur faire comprendre la nécessité de la forme internationale de toute action révolutionnaire, ce chauvinisme aveugle, développé par un traité de paix enfermant les germes de nouveaux conflits, est le premier et le plus sérieux obstacle auquel vous vous heurtez. Vous le surmonterez cependant. Il vous est facile d'établir que les ouvriers et les paysans de Roumanie, de Bulgarie, de Yougo-Slavie et de Turquie n'ont pas d'intérêts opposés et qu'ils n'ont que des intérêts communs. Frères unis par la misère et par l'espérance, qu'ils ne se laissent plus entraîner vers de nouvelles batailles fratricides, qu'ils rejettent avec dégoût l'alliance proposée par leur bourgeoisie contre les prolétaires des autres pays. L'ennemi commun à tous est le capitaliste, leur propre capitaliste aussi bien que le capitaliste étranger.

Contre votre ennemi commun, pour vos intérêts communs, avec une volonté commune, menez une action commune révolutionnaire, camarades de Roumanie, de Bulgarie, de Yougo-Slavie et de Turquie. La victoire vous attend. Elle vous appelle. Elle est inévitable et prochaine.

Recevez, camarades mes meilleures salutations communistes.

Jacques SADOUL.



Revenue comme Anti-Bolchevik

On se rappelle que Mme Snowden, de retour, il y a quelques semaines, d'un voyage d'études à travers la Russie soviétiste, a publié un article reproduit avec enthousiasme par la presse bourgeoise, et dans lequel Madame déclare que, abstraction faite de tendances culturelles et d'action de solidarité sociale, elle n'a vu rien d'autre que l'oppression de la liberté ». En Russie règne une dictature de six hommes, un gouvernement de despotes, etc... Elle a fait le même « rapport » au Congrès de l'Internationale jaune à Genève. Le camarade Platten, membre du Conseil National suisse, qui, de même est revenu il n'y a pas longtemps de Moscou, répond pertinemment à Mme Snowden dans le journal socialiste Züricher Volksrecht.

Les journaux bourgeois, avec une satisfaction apparente, servent comme calmant aux mercantis apeurés la lettre de Mme Ethel Snowden

Mme Snowden, une militante des plus ardent pour la cause de la classe ouvrière en Angleterre, — comme le souligne la presse bourgeoise — revient dans son pays comme antibolchevik. Il n'y a là rien de tragique pour nous. Les pacifistes mi-bourgeoises reviennent telles qu'elles sont parties.

Si maintenant le « danger bolchevik » dont était menacée l'Europe occidentale n'est pas encore passé, je ne sais trop ce que l'on pourrait faire de plus. Les projectiles boueux de Mme Snowden sont encore plus pernicieux que les obus anglais que Denikine et Wrangel, Koltchak et Youdénitch ont tiré contre le front rouge.

L'effet de trois millions de francs dépensés par le Comité contre-révolutionnaire de l'Entente à Moscou et dans la vallée de la Volga pâlit devant l'action destructive des affirmations de Mme Snowden. Quel idiot que ce Lloyd George ! Mme Snowden a su dans un seul article, discréditer les bolcheviks de telle façon, que les ouvriers de l'Europe occidentale se lèveront comme un seul homme contre eux. On ne saurait souffrir l'esclavage au XX^e siècle ! « Mais ils sont pires que les Boches », diront sans doute les ouvriers anglais, en supposant toutefois qu'ils croient tout ce que Mme Snowden a pu croire.

Très honorée Madame Snowden, vous est-il connu qu'au temps où il n'y avait encore point de « Tcheresvitchaïko », c'est-à-dire de commission extraordinaire pour l'instruction, les bolcheviks ont obtenu aux élections pour la constituante, neuf millions de voix. Vous est-il connu que dans les deux capitales russes

Pétrograd et Moscou, les élections eurent les résultats que voici :

218.000 voix pour les socialistes révolutionnaires (petits bourgeois) ;
515.000 voix pour les cadets (bourgeois) ;
837.000 voix pour les bolcheviks (prolétaires).

Si vous voulez nous faire croire que les bolcheviks ont obtenu ces 837.000 voix par la terreur, alors vous mentez bien, ce que je crois plutôt, on vous a menti.

Voilà la statistique donnant le nombre des délégués aux Soviets de la ville affamée de Pétrograd suivant les partis :

	1917	1918-19	1919-20
Sans parti.....	887	338	289
Communistes et sympathisants	548	1.255	1.246
Socialistes révolutionnaires de droite.....	74	?	4
Mencheviks	54	—	—
Socialistes révolutionnaires de gauche.....	14	1	12
Sans indication du parti	237	248	5
Anarchistes	4	—	1
Anarchistes de groupements isolés	18	—	3

En 1918-19 furent élus comme délégués aux Soviets :

Dans les usines et entreprises.....	402
Dans les institutions soviétistes.....	130
Dans l'armée (soldats, 170 ; états-majors, 50).....	220
Dans les syndicats.....	1.091
Total.....	1.843

De ces 1.843 délégués, 1.600 étaient des ouvriers, 243 des intellectuels, 588 délégués sur 1.843 n'étaient pas membres du Parti Communiste. Les 1.255 délégués bolcheviks ne sont-ils pas aussi bien l'expression de la volonté populaire que les 588 délégués non bolcheviks ? Vous me demanderez qui est-ce qui les a élus ? Sur 456.642 ayant droit au vote, 255.455 ont pris part au vote en 1919-20, c'est à-dire 56 %, ont voté et ont élu 1.193 bolcheviks, 53 sympathisants avec les bolcheviks, 289 sans parti, etc... Votre affirmation que dans la Russie règne une dictature de six hommes est un mensonge infâme ou une opinion qui vous a été suggérée par les contre-révolutionnaires.

Répondez à la question : Qui a sauvé Pétrograd de l'occupation de Youdénitch ? L'armée et les ouvriers de Pétrograd qui,

d'après votre information veulent se libérer de l'esclavage bolchévique.

Si vous ne voulez pas laisser peser sur vous le reproche de n'être qu'une menteuse, dites quelle est la loi qui n'a pas été décrétée ou sanctionnée par le congrès panrusse des ouvriers, paysans et soldats ?

Il vous est facile de dire : « Alors on ne peut avoir confiance en personne ». Mais si jamais dans un parti la confiance et la franchise ont été la première des obligations, c'est bien dans le parti bolchévique. Celui-ci éprouve cependant une juste méfiance à l'égard de la bourgeoisie et de ce groupe de politiciens qui veulent, par un pacte avec les ennemis mortels du prolétariat, forger de nouvelles chaînes pour le prolétariat.

Je ne sais si vous avez dû passer devant vingt soldats avant d'arriver jusqu'à Lénine. J'ai passé devant deux soldats à la porte de Trotsky, devant un à l'entrée, un dans le couloir du premier, un autre dans le couloir du deuxième étage, un dans l'antichambre et un à la porte de son cabinet de travail. Cela fait sept. Mais peu importe. Vingt soldats ne seraient pas de trop pour protéger l'homme dont l'assassin gagnerait des millions que les

« blancs » se feraient plaisir de lui payer.

J'ai vu maintes fois Trotsky dans son uniforme, mais je n'ai rien vu de ce luxe militaire ni de cet uniforme fabuleux. N'avait-il point un uniforme de simple soldat en très mauvais état et sans aucun signe extérieur qui trahisse son rang ? Dites ce qu'il y avait de fabuleux et de luxueux sur lui, si ce n'est son savoir, son courage et son énergie qui s'expriment dans toute sa personne ?

Vous dites : « Une livre de pain coûte (en contrebande) 400 roubles ». Avez-vous cherché à savoir pourquoi, Madame Snowden ?

Remarquons d'abord qu'avec les tickets, on paie une livre de pain 10 roubles. Pourquoi taisez-vous cela ? Mais comme cette quantité est trop petite, les gardiens de la morale bourgeoise spéculent avec ce produit et font monter son prix à 400 roubles. Et pourquoi la quantité obtenue avec des tickets est-elle trop petite ? Parce que trois millions de soldats ont dû abandonner leur travail pour aller défendre leur Russie soviétiste contre les armées mercenaires de la contre-révolution. Ce qui a fait monter le prix d'une livre de pain achetée en contrebande 400 roubles, c'est l'aventure anglaise d'Arkhangel ; c'est l'aide matérielle prêtée par l'Angleterre à Koltchak ; ce sont les deux milliards de francs donnés par l'Angleterre pour l'équipement de l'armée de Dénikine, c'est l'attaque de la flotte anglaise contre Cronstadt, etc., etc... La Russie des Soviets a reçu en héritage l'économie du pays ruinée par le régime du tsar ; depuis bientôt trois ans, elle est en guerre avec la coalition des puissances capitalistes de l'Europe occidentale ; elle subit un blocus her-

métique — et elle a vaincu. Elle forcera les junkers polonais aussi à se mettre à genoux. Je comprends très bien que le pain vous ait rendue malade, Madame Ethel Snowden, car le froment a germé dans une terre arrosée de sang, arrosée de sang par votre faute, car, Mme Snowden, une militante des plus ardentes pour la cause de la classe ouvrière en Angleterre, ne voit pas dans la politique de Lloyd George une dictature bourgeoise, mais une politique civilisée et très démocratique !

Que des centaines de camarades courageux languissent derrière les murs de prisons anglaises : c'est la volonté de la nation, puisque les formes légales ont été observées tout à fait bien !

Nous avons le temps, nous pouvons attendre, nous sommes pour l'évolution sociale, même si par une telle politique la Russie soviétiste et les peuples allemands et autrichiens devaient périr de faim, dit Mme Snowden. Vive l'évolution sociale de Mme Snowden !

Fritz PLATTEN.

N'ATTENDEZ PAS...

...Un jour de plus pour vous abonner au BULLETIN COMMUNISTE, dont la collection forme un recueil unique d'articles et de documents sur le mouvement prolétarien international.

Tout militant sérieux doit lire et étudier les études serrées et approfondies des grands leaders de la révolution russe, artisans de la société communiste, publiées dans le BULLETIN COMMUNISTE.

Tout lecteur, tout abonné du BULLETIN COMMUNISTE doit avoir à cœur de nous trouver un nouveau lecteur, un nouvel abonné.

NOS NUMÉROS-DOUBLE

A l'occasion du 2^e Congrès Communiste International, et vu l'importance primordiale des Thèses qui lui furent soumises par le Comité Exécutif, nous avons donné à nos lecteurs, sans augmentation de prix, deux numéros double du BULLETIN COMMUNISTE, contenant la totalité des Thèses.

Un tel effort ne nous a été possible que par la réduction de notre tirage au nombre strict d'exemplaires de vente assurée.

Si nos lecteurs et amis veulent nous permettre de publier, de temps et temps, de tels numéros double, ils doivent avoir à cœur :

De s'abonner et de faire abonner les militants qu'ils connaissent, les groupes, sections et fédérations ;

De contribuer à notre souscription permanente ;

D'inciter les bibliothèques populaires, les bourses du travail, etc., à s'abonner et à former des collections du BULLETIN COMMUNISTE.

Le Congrès Communiste International

THÈSES PRÉSENTÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF

Nous avons publié, dans les nos 24-25 du Bulletin Communiste, les thèses présentées par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au 2^e Congrès Communiste International : a) sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution prolétarienne ; b) sur le Parti Communiste et le Parlementarisme, ainsi que les thèses de Lénine sur les questions nationales et coloniales. Nous publions ici toutes les autres thèses soumises au Congrès : celles du Comité Exécutif et celles de Zinoviev et de Lénine.

Sur le mouvement syndical, les comités de fabriques et d'usines

I

1. Les syndicats créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme, se présentaient sous l'aspect d'organisations ouvrières, ayant pour but la lutte pour la hausse des salaires ouvriers sur le marché du travail et l'amélioration des conditions du travail salarié. Les marxistes révolutionnaires, usant de leur influence morale et politique, ont cherché à rattacher les syndicats au parti politique prolétarien, aux fins d'une lutte commune social-démocrate pour le socialisme. Les raisons mêmes qui avaient fait de la démocratie socialiste internationale non une arme de lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement du capitalisme, mais sauf en de rares exceptions, une organisation entravant l'effort révolutionnaire du prolétariat, dans l'intérêt de la bourgeoisie, firent souvent des syndicats, pendant la récente guerre, des éléments du mécanisme militaire de la bourgeoisie, qui l'aidèrent à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à verser abondamment le sang prolétarien dans l'intérêt de la bourgeoisie. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique complètement étranger aux masses et dépravés par leurs leaders opportunistes, les syndicats ont non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de l'amélioration des conditions du travail de l'ouvrier. Ils ont déserté la lutte professionnelle contre les entrepreneurs et l'ont remplacée coûte que coûte par un programme de transactions amiables, avec les capitalistes. Cette politique a été celle des trade-unions libérales anglaises et américaines, des syndicats libres et prétendus socialistes allemands et autrichiens, et aussi des syndicats français.

2. Les conséquences économiques de la guerre, la désorganisation complète de l'économie nationale dans tous les pays, la cherté de la vie devenue excessive, l'exploitation sur une vaste échelle du travail des femmes et des adolescents, les habitations insalubres et inconfortables, tout cela pousse les masses prolétariennes à une lutte acharnée contre le régime capitaliste. Par son caractère et par

l'envergure qu'elle a prise, cette lutte devient d'un jour à l'autre, une grande bataille révolutionnaire contre le régime capitaliste, dont les fondements sont ébranlés. L'augmentation de salaires que les ouvriers arrachent aujourd'hui aux entrepreneurs au prix d'une âpre lutte, se trouve le lendemain réduite à zéro par la cherté croissante des vivres. C'est que la classe capitaliste des Etats victorieux, en ruinant par sa politique d'exploitation l'Europe centrale et orientale, non seulement ne peut pas réorganiser l'économie nationale des pays où elle règne, mais la désorganise, au contraire, de plus en plus. Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières, qui demeureraient jusqu'à présent en dehors des syndicats y affluent en vagues puissantes. On constate dans tous les pays capitalistes la croissance numérique extraordinaire des syndicats, qui n'organisent plus, à l'heure actuelle, les seuls éléments avancés du prolétariat, mais toute sa masse. Celle-ci, en entrant dans les syndicats, cherche à en faire une arme contre le capitalisme. Cette masse ouvrière pousse les syndicats à des mouvements grévistes, dont les répercussions se font sentir dans le monde capitaliste tout entier, interrompant sans cesse le processus capitaliste de la production industrielle et de l'échange commercial. Les masses ouvrières, en élevant, simultanément avec l'élévation du coût de la vie et avec leur propre épuisement, leurs revendications professionnelles, détruisent par cela même les calculs capitalistes qui sont, comme on sait, les bases fondamentales de toute économie industrielle bien organisée. C'est ainsi que les syndicats devenus, pendant la guerre, des moyens d'influencer les masses ouvrières, se transforment peu à peu en organes subversifs appelés à détruire le régime capitaliste.

3. Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les formes d'organisation surannées des syndicats entravent ce processus de transformation des syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle tend invariablement à remplacer les grèves, revêtant d'un jour à l'autre le caractère de conflits révolutionnaires entre la bourgeoisie et le prolétariat, par une politique de compromis avec les capitalistes, par une politique de contrats à long terme, ayant perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix sur le marché com-

merciale. Aux moments les plus critiques de la lutte, cette vieille bureaucratie professionnelle sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de diverses catégories d'ouvriers de se fondre en une seule vaste action de classe. L'organisation surannée des syndicats, basée sur les divisions professionnelles, contribue puissamment à l'œuvre de la vieille bureaucratie, ces divisions morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous étroitement rattachés les uns aux autres par leur lutte commune contre l'exploitation capitaliste. La vieille bureaucratie professionnelle s'appuie sur la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, sans cesse affaiblie par la destruction des privilèges de divers groupes prolétariens, et par la décomposition générale du capitalisme. La bureaucratie professionnelle divise donc le mouvement ouvrier, le débilite, substitue aux grands buts révolutionnaires des revendications reformistes partielles et ralentit, en fin de compte, la transformation des luttes éparses du prolétariat en une vaste lutte révolutionnaire, tendant à la destruction définitive du capitalisme.

4. Etant donné la tendance nettement prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats et le caractère révolutionnaire objectif de la lutte que ces masses soutiennent, en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats, et travaillent à en faire des organes conscients de la bataille en vue du renversement du régime capitaliste et de l'établissement du communisme. Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats, toute tentative qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution de filiales locales révolutionnaires isolées des syndicats par des centres opportunistes), présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle menace d'écarter les ouvriers les plus avancés et les plus conscients des masses en marche vers le communisme, et d'abandonner ces masses aux mains des leaders opportunistes de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et la facilité avec laquelle elles prêtent l'oreille aux arguments des leaders opportunistes, ne pourront être vaincues qu'au cours de la lutte qui s'envenime d'un jour à l'autre ; on ne saurait avoir raison de ces traits de caractère négatifs de la classe ouvrière que si les couches les plus larges du prolétariat apprennent par l'expérience de leurs défaites et de leurs victoires que jamais le système économique capitaliste ne leur assurera une vie supportable, que si les travailleurs communistes avancés apprennent, par l'expérience de leur lutte économique à être non seulement des propagandistes théoriques des idées communistes, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. De cette façon seulement il sera possible d'éliminer les leaders opportunistes des syndicats.

Il n'est pas d'autre moyen pour les communistes de se mettre à la tête du mouvement syndical et d'en faire une force dans la lutte révolutionnaire pour le communisme. C'est à ce prix qu'ils pourront arrêter la désagrégation des syndicats, les remplacer par des centres d'action collective, substituer à la bureaucratie qui n'a rien à faire avec les masses des organes groupant les représentants des fabriques et des usines, tout en abandonnant aux institutions centrales les fonctions strictement nécessaires.

5. En déterminant le but que cherchent à attein-

dre les syndicats et leur substance politique et économique, en dehors de leurs formes, les communistes ne doivent pas, lorsqu'ils militent dans le mouvement syndical, hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales, s'il leur fallait pour les éviter abandonner le travail révolutionnaire dans les syndicats et cesser leurs efforts pour s'en faire une arme dans la lutte révolutionnaire. S'il arrive qu'une scission apparaisse comme absolument nécessaire, il ne faudra y recourir que si les communistes réussissent, par leurs efforts ininterrompus contre les leaders opportunistes, et par leur participation très active à la lutte économique, à convaincre les larges masses ouvrières que la scission nécessaire ne se justifie pas par des considérations relatives aux buts encore très éloignés et peu intelligibles de la révolution, mais par les intérêts immédiats et concrets de la classe ouvrière, et correspond aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission est inévitable, la tactique des communistes doit se baser sur une analyse attentive de la conjoncture politique et sur la prévision des conséquences de la scission, notamment au point de vue de l'éloignement des communistes de la masse ouvrière.

6. Où la scission entre des tendances opportuniste et révolutionnaire du mouvement syndical s'est déjà produite, où existent à côté de syndicats opportunistes des syndicats à tendances révolutionnaires, bien que non communistes, comme en Amérique, les communistes sont tenus de prêter leur concours à ces syndicats révolutionnaires, de les aider à se libérer de préjugés syndicalistes et à adopter le programme communiste, seule boussole, sûre et fidèle, dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Mais le concours prêté aux syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, les communistes s'efforceront de hâter cette évolution de la masse des syndicats vers la lutte révolutionnaire, et serviront à unir, politiquement et matériellement, les ouvriers organisés dans une lutte commune pour la destruction du régime capitaliste.

7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque du développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut se terminer par une bataille révolutionnaire qui mettrait les ouvriers en présence de la révolution. Dans toutes les phases de la lutte économique, les communistes doivent donc faire ressortir que le succès complet ne sera possible que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste en bataille rangée, lorsqu'elle se chargera après avoir institué sa dictature, de l'organisation socialiste du pays. Ce point de tactique incite les communistes à réaliser l'union la plus parfaite entre les syndicats et le Parti Communiste et la subordination des syndicats à la direction réelle du parti, qui est l'avant-garde de la révolution ouvrière. Les communistes doivent à cet effet organiser dans tous les syndicats des fractions communistes, et grâce à elles s'emparer politiquement du mouvement syndical tout entier et le diriger.

II

1. La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses ouvrières aboutit à une situation sans issue. La désorganisation économique qui envahit, en proportion toujours croissante, un pays après l'autre, montre aux ouvriers même les plus arriérés que la lutte

pure et simple pour la hausse des salaires et pour la réduction de la journée ouvrière est totalement insuffisante et que la classe capitaliste perd, de plus en plus, la capacité de rétablir la vie économique ruinée, et de garantir aux ouvriers même les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre mondiale. Cette conscience, toujours croissante des masses ouvrières fait naître dans leur esprit une tendance à la création d'organisations qui pourraient entreprendre une action pour le salut de la vie économique du pays au moyen du contrôle ouvrier de toutes les branches de l'industrie. La tendance à la création de comités ouvriers d'usines et de fabriques, qui gagne le prolétariat de tous les pays, doit être énergiquement encouragée par les partis communistes. Chercher à former exclusivement ces comités d'ouvriers, partisans de la dictature du prolétariat, est une faute. La tâche du parti communiste est, au contraire, de profiter de la désorganisation économique, afin d'organiser tous les ouvriers et de les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat en élargissant et en approfondissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, que tous comprennent maintenant.

2. Le Parti Communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche que dans le cas où il aura consolidé dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration régulière de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible et que cette restauration signifierait un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

3. La lutte des comités de fabriques et d'usines contre le capitalisme a pour but immédiat l'introduction du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie. Les ouvriers de chaque entreprise, indépendamment de leurs professions, souffrent du sabotage des capitalistes qui estiment assez souvent que la suspension de l'activité de telle industrie — ou de telle autre — leur sera avantageuse, la faim devant contraindre les ouvriers à accepter les conditions les plus dures ou éviter à quelque capitaliste un accroissement de frais. A un moment où la cherté de la vie est un fait presque général, la lutte contre cette sorte de sabotage unit la plupart des ouvriers indépendamment de leurs idées politiques, et fait les comités d'usines et de fabriques, élus par tous les travailleurs d'une entreprise, de véritables organisations de masses du prolétariat. Mais la désorganisation de l'économie capitaliste est non seulement la conséquence de la volonté consciente des capitalistes, mais aussi celle de la décadence irrésistible de leur régime. Aussi, les comités ouvriers seront-ils forcés, dans leur action contre les conséquences de cette décadence, à dépasser les bornes du contrôle des fabriques et des usines isolées et se trouveront-ils bientôt en face de la question du contrôle ouvrier à exercer sur des branches entières de l'industrie. Les tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur les opérations financières des entreprises industrielles, provoqueront cependant de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste des mesures de rigueur contre la classe ouvrière ce qui transformera la lutte ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Cette

conquête réalisée, les comités ouvriers de fabriques et d'usines seront les premiers organes de direction de l'industrie nationale jusqu'à la création par l'Etat des organes économiques spéciaux, dont la classe ouvrière se servira pour administrer la vie économique du pays tout entier et mettre à profit, à cet effet, les forces scientifiques, léguées par le régime capitaliste.

La propagande en faveur des comités ouvriers de fabriques et d'usines devra se faire de façon à ce que les couches les plus larges des masses ouvrières, même celles qui n'appartiennent pas directement au prolétariat industriel, comprennent nettement et clairement que la responsabilité de la désorganisation économique incombe à la bourgeoisie et que le prolétariat en exigeant le contrôle ouvrier, lutte pour l'organisation de l'industrie, pour la suppression de la spéculation et de la vie chère. La tâche des Partis Communistes est de combattre pour le contrôle de l'industrie, en profitant dans ce but de toutes les circonstances de l'actualité, de la pénurie de combustibles et de la désorganisation des transports ; les communistes auront aussi à fusionner les éléments isolés du prolétariat et à attirer de son côté les milieux les plus larges de la petite bourgeoisie, qui se pénètrent de plus en plus fortement d'idées prolétariennes et endure en effet, des souffrances cruelles à la suite de la désorganisation économique.

5. Les comités ouvriers de fabriques et d'usines ne peuvent pas supplanter les syndicats. Ils ne peuvent que s'organiser, au cours de l'action, suivant diverses professions et créer peu à peu un appareil général susceptible de diriger toute la lutte. Déjà à l'heure qu'il est, les syndicats sont des organes de combats centralisés, bien qu'ils n'englobent pas des masses ouvrières aussi larges que celles que peuvent embrasser les comités ouvriers de fabriques et d'usines en leur qualité d'organisations accessibles à toutes les entreprises ouvrières. Le partage de toutes les tâches de la classe ouvrière entre les comités ouvriers de fabriques et d'usines et les syndicats est le résultat du développement historique de la révolution sociale. Les syndicats ont organisé les masses ouvrières aux fins d'une lutte pour la hausse des salaires et pour la réduction de la journée ouvrière, et l'ont fait sur une très vaste échelle. Les comités ouvriers de fabriques et d'usines s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et pour combattre la désorganisation économique ; ils englobent toutes les entreprises ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un vaste caractère étatique. Ce n'est qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat qu'ils pourront devenir les foyers des syndicats dans les fabriques et les usines et créer conjointement avec le pouvoir ouvrier au centre et sur place, des organes économiques spéciaux.

6. La tâche des communistes se réduit aux efforts qu'ils doivent faire pour que les syndicats et les comités ouvriers se pénètrent du même esprit de résolution combative, de conscience et de compréhension des meilleures méthodes de combat, c'est-à-dire d'esprit communiste. Pour s'en acquitter, les communistes doivent soumettre en fait, les syndicats et les comités ouvriers au Parti Communiste et créer ainsi des organes prolétariens de masses, qui serviront de base à un puissant parti prolétarien centralisé, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant toutes marcher dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière et à la dictature du prolétariat.

III

Dès le temps de paix, les syndicats manifestaient une tendance à la formation d'une union internationale. Les capitalistes recouraient pendant les grèves, à la main-d'œuvre des pays voisins et au service de briseurs de grèves étrangers. Mais avant la guerre, l'Internationale syndicale n'avait qu'une importance secondaire. Elle tendait à l'organisation de secours financiers réciproques et d'un service de statistique concernant la vie ouvrière, mais elle ne cherchait pas à unifier la lutte ouvrière, parce que les syndicats, dirigés par les opportunistes, faisaient leur possible pour se soustraire à tout combat révolutionnaire international. Les leaders opportunistes des syndicats qui étaient pendant la guerre dans leurs pays respectifs les serviteurs fidèles de la bourgeoisie, cherchent maintenant à restaurer l'Internationale Syndicale et cherchent à en faire une arme du capitalisme mondial international contre le prolétariat. Avec Jouhaux et Gompers, ils créent un Bureau du Travail auprès de la Ligue des Nations, qui n'est autre chose qu'une organisation de brigandage capitaliste international. Ils tentent d'étouffer dans tous les pays, le mouvement gréviste, en faisant édicter l'arbitrage obligatoire des représentants de l'Etat capitaliste. Ils cherchent partout à obtenir, à force de compromis avec les capitalistes,

Sur la question agraire

1. Le prolétariat industriel des villes, dirigé par le parti communiste, peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers, de la désorganisation économique et des guerres impérialistes, qui recommenceront inévitablement, si le régime capitaliste subsiste. Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

D'un autre côté, le prolétariat industriel ne pourra s'acquitter de sa mission historique mondiale, qui est l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme et des guerres, s'il se cloître dans son intérêt particulier et se borne placidement aux démarches et aux efforts tendant à l'amélioration de sa situation bourgeoise parfois très satisfaisante. C'est ainsi que se passent les choses dans nombre de pays avancés où existe une « aristocratie ouvrière », fondement des parties soi-disant socialistes de la 2^e Internationale, mais en réalité ennemis mortels du socialisme, traîtres envers sa doctrine, bourgeois, chauvins et agents des capitalistes parmi les travailleurs. Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissant dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux que l'on exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre, à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut de l'exploitation ; mais jamais cet assaut ne réussira, si les campagnes ne participent à la lutte des classes, si la masse des paysans laborieux ne se joint au parti communiste prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.

2. La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit con-

toutes espèces de faveur pour les ouvriers spécialisés, afin de briser de cette façon l'union chaque jour plus forte de la classe ouvrière. L'Internationale syndicale d'Amsterdam est donc la remplaçante de la 2^e Internationale de Bruxelles, en faillite. Les ouvriers communistes, qui font partie des syndicats de tous les pays, doivent au contraire travailler à la création d'un front syndicaliste international. Il ne s'agit plus de secours pécuniaires en cas de grève ; il faut désormais qu'au moment du danger qui menace la classe ouvrière d'un pays, les syndicats des autres pays, en leur qualité d'organisations des masses, prennent sa défense et fassent leur possible pour empêcher la bourgeoisie de leur pays de prêter aucun concours à celle qui est aux prises avec la classe ouvrière. Dans tous les Etats, la lutte économique du prolétariat devient de plus en plus révolutionnaire. Aussi, les syndicats doivent-ils employer consciemment toute leur énergie à appuyer toute action révolutionnaire, tant dans leur propre pays que partout ailleurs. Dans ce but, ils doivent s'orienter vers la plus grande centralisation de l'action non seulement dans tous les pays, mais dans l'Internationale ; ils le feront en adhérant à l'Internationale Communiste et en y fusionnant en une seule armée les divers éléments engagés dans le combat, afin qu'ils agissent de concert et se prêtent un concours mutuel.

duire au combat, ou, tout au moins, gagner à sa cause, est représentée, dans tous les pays capitalistes, par :

1) Le prolétariat agricole composé de journaliers ou valets de ferme embauchés à l'année, à terme ou à la journée et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les diverses entreprises d'économie rurale. Ils forment dans les campagnes une catégorie indépendante et isolée ; leur organisation (politique, militaire, professionnelle, coopérative, etc.), une propagande intense dans leurs milieux et une politique destinée à les amener au pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat, telles sont les tâches fondamentales des partis communistes dans tous les pays.

2) Les demi-prolétaires ou les paysans, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés, dans diverses entreprises agricoles, industrielles ou capitalistes ou cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire pour assurer l'existence de leurs familles. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans tous les pays capitalistes ; les représentants de la bourgeoisie et les « socialistes » jaunes de la 2^e Internationale cherchent à dissimuler ses conditions d'existence véritables, particulièrement sa situation économique, tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt par suite de leur propre aveuglement par les routines bourgeoises ; ils confondent volontiers ce groupe avec la grande masse des « paysans ». Cette manœuvre, foncièrement bourgeoise en vue de duper les ouvriers est surtout pratiquée en Allemagne, en France, en Amérique et dans quelques autres pays. Si le parti communiste veut adopter, à l'égard de ce groupe social, une ligne de conduite juste et rationnelle, nous y trouverons très promptement des partisans fiévreux de la doctrine communiste, la situation économique de ces demi-prolétaires étant très précaire alors que l'adhésion au

pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat leur vaudra des avantages énormes et immédiats.

3) Les paysans ne possédant ou ne louant que si peu de terre, qu'ils sont à même de la cultiver et d'assurer les besoins de leurs familles sans embaucher des travailleurs salariés. Cette catégorie de ruraux a beaucoup à gagner à la victoire du prolétariat ; le triomphe de la classe ouvrière donne aussitôt à chaque représentant de ce groupe les biens et les avantages qui suivent :

a) Non-paiement du prix du bail et abolition du métayage ;

b) Abolition des dettes hypothécaires ;

c) Emancipation de l'oppression économique multiple des grands propriétaires fonciers,

d) Secours agricole spécial et financier immédiat du pouvoir prolétarien, notamment secours en outillage agricole ; octroi de constructions se trouvant sur le territoire de vastes domaines capitalistes expropriés par le prolétariat, transformation immédiate par le gouvernement prolétarien de toutes les coopératives rurales, et des compagnies agricoles, qui n'étaient avantageuses sous le régime capitaliste qu'aux paysans riches et aisés, en organisations économiques ayant pour but de secourir en premier lieu la population pauvre, c'est-à-dire les prolétaires, les demi-prolétaires et les paysans pauvres.

Le parti communiste doit aussi comprendre que pendant la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire pendant la dictature du prolétariat, cette catégorie de la population rurale manifesterait des hésitations plus ou moins sensibles et un certain penchant à la liberté du commerce et à la propriété privée, parce que nombre de ceux qui la composent, faisant le commerce des articles de première nécessité, sont déjà débauchés par la spéculation et par leurs habitudes de propriété. Si cependant le gouvernement prolétarien réalise, dans cette question, une politique ferme et inexorable et si le prolétariat vainqueur écrase sans merci les gros propriétaires fonciers et les paysans aisés, ces hésitations ne sauront être de longue durée et ne pourront modifier ce fait indubitable qu'en fin de compte, le groupe dont il s'agit sympathise avec la révolution prolétarienne.

3. Ces trois catégories de la population rurale, prises ensemble, forment dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population. Le succès d'un coup d'Etat prolétarien, tant dans les villes que dans les villages, peut donc être considéré comme indiscutable et certain. L'opinion opposée est cependant très en faveur dans la société actuelle. En voici les raisons : 1) Elle ne se maintient premièrement qu'à force d'agissements trompeurs de la science et de la statistique bourgeoises qui cherchent à voiler par tous les moyens en leur pouvoir l'insondable abîme qui sépare ces classes rurales de leurs exploités, les propriétaires fonciers et les capitalistes, ainsi que les demi-prolétaires et les paysans pauvres, des paysans aisés ; 2) Cette opinion persiste grâce à la maladresse des héros de la 2^e Internationale jaune et de « l'aristocratie ouvrière » dépravée par les privilèges impérialistes, et à la mauvaise volonté qu'ils mettent à faire, parmi les paysans pauvres, une propagande prolétarienne et révolutionnaire vigoureuse et un bon travail d'organisation ; les opportunistes employaient et emploient toujours leurs efforts à imaginer diverses variétés d'accords pratiques et théoriques avec la bourgeoisie, y compris les paysans riches et aisés, et ne pensent nullement au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois et de la bourgeoisie elle-même ; 3) enfin, l'opinion dont il s'agit se main-

tient jusqu'ici grâce à un préjugé opiniâtre et, pour ainsi dire, inébranlable, parce qu'il se trouve étroitement uni à tous les autres préjugés du parlementarisme et de la bourgeoisie démocratique ; ce préjugé consiste dans la non-compréhension d'une vérité, parfaitement démontrée par le marxisme théorique et suffisamment prouvée par l'expérience de la révolution prolétarienne russe ; cette vérité porte que les trois catégories de la population rurale dont nous avons parlé, abruties, désunies, opprimées et vouées dans les pays, même les plus civilisés, à une existence demi-barbare, ont par conséquent un intérêt économique, social et intellectuel à la victoire du socialisme, mais ne peuvent néanmoins appuyer vigoureusement le prolétariat révolutionnaire qu'après avoir conquis le pouvoir politique et fait justice des gros propriétaires fonciers et capitalistes et qu'après avoir constaté pratiquement qu'elles ont un chef et défenseur organisé, assez puissant pour les diriger et leur montrer la bonne voie.

4. Les « paysans moyens » sont, au point de vue économique, de petits propriétaires ruraux qui possèdent ou prennent à ferme, eux aussi, des lopins de terre peu considérables sans doute, mais leur permettant quand même, en régime capitaliste et selon la règle générale, non seulement de nourrir leurs familles et d'entretenir en bon état leurs petites propriétés rurales, mais de réaliser encore un excédent de bénéfices, pouvant, tout au moins dans les années de bonnes récoltes, être transformé en économies relativement importantes ; ces paysans embauchent assez souvent des ouvriers dont ils ont besoin pour toutes sortes de travaux. On pourrait citer ici l'exemple concret de « paysans moyens » d'un pays capitaliste avancé : ceux de l'Allemagne ; il y avait, en Allemagne, d'après le recensement de 1907, une catégorie de propriétaires ruraux possédant chacun de 5 à 10 hectares, dans les propriétés desquels le nombre des ouvriers embauchés s'élevait presque au tiers du chiffre total des travailleurs des champs (1). En France où les cultures spéciales comme la viticulture sont plus développées, et où la terre demande beaucoup plus d'efforts et de soins, les propriétés rurales de cette catégorie emploient probablement un nombre plus important de travailleurs salariés.

Pour son avenir le plus rapproché et pour toute la première période de sa dictature, le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se donner comme tâche la conquête politique de cette catégorie rurale et doit se borner à sa neutralisation dans la lutte qui se livre entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le penchant de cette couche de la population tantôt vers un parti politique, tantôt vers un autre est inévitable et, probablement, sera-t-il au commencement de la nouvelle époque et dans les pays foncièrement capitalistes, favorable à la bourgeoisie. Tendance d'ailleurs fort naturelle, l'esprit de propriété privée jouant chez elle un rôle prépondérant, l'intérêt de la spéculation et du commerce libre étant très vif et le sentiment d'antagonisme envers les travailleurs salariés très prononcé. Le prolétariat vainqueur améliorera immédiatement la situation économique de cette couche de la population en supprimant le prix du bail et les dettes hypothécaires. Cependant, dans la plupart des

(1) Voici quelques chiffres exacts : Allemagne : propriétés rurales de 5 à 10 hectares, se servant d'ouvriers embauchés — 652.798, ouvriers salariés — 487.704, ouvriers mariés — 2.003.633. Autriche (recensement de 1910) : propriétés rurales se servant de travailleurs embauchés — 126.136 ; ouvriers salariés — 146.044, ouvriers mariés — 1.265.969.

pays capitalistes, le pouvoir prolétarien ne devra pas abolir sur-le-champ et complètement le droit de propriété privée et, en tout cas, ne retirera pas aux paysans pauvres et d'aisance moyenne la possession de leurs terres dont il cherchera même à augmenter la superficie.

Toutes ces mesures, suivies d'une lutte sans merci contre la bourgeoisie, assureront le succès complet de la politique de neutralisation. C'est avec la plus grande circonspection que le pouvoir prolétarien doit passer à l'agriculture collectiviste, progressivement, à force d'exemples, et sans la moindre coercition à l'égard des paysans « moyens ».

5. Les paysans riches et aisés sont les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture ; ils cultivent habituellement leurs terres avec le concours de travailleurs salariés et ne sont rattachés à la classe paysanne que par leur développement intellectuel très restreint, par leur vie rustique et par le travail personnel qu'ils font en commun avec les ouvriers qu'ils embauchent. Cette couche de la population rurale est très nombreuse et représente en même temps l'adversaire le plus invétéré du prolétariat révolutionnaire. Aussi, tout le travail politique des partis communistes dans les campagnes doit-il se concentrer sur la lutte contre cet élément et sur l'émancipation de la majorité de la population rurale laborieuse et exploitée de l'influence si pernicieuse, spirituelle et politique de ces exploiters ruraux.

Il est bien possible que, dès la victoire du prolétariat dans les villes, ces éléments aient recours à des actes de sabotage et même à des prises d'armes, manifestement contre-révolutionnaires. Aussi le prolétariat révolutionnaire devra-t-il commencer sur-le-champ la préparation intellectuelle et organisatrice de toutes les forces, dont il aura besoin pour les désarmer et pour leur porter, tandis qu'il renversera le régime capitaliste et industriel le coup de grâce. A cet effet, le prolétariat révolutionnaire des villes devra armer ses alliés ruraux et organiser, dans tous les villages, des soviets où nul exploitateur ne sera admis et où les prolétaires et les demi-prolétaires seront appelés à jouer le rôle prépondérant.

Même dans ce cas cependant, la tâche immédiate du prolétariat vainqueur ne devra pas comporter l'expropriation des grandes propriétés paysannes, parce que, à ce moment même, les conditions matérielles et, en partie, techniques et sociales, nécessaires à la socialisation des grandes propriétés, ne seront pas encore réalisées. Tout porte à croire que, dans certains cas isolés, des terres affermées ou strictement nécessaires aux paysans pauvres du voisinage seront confisquées ; on accordera également à ces derniers l'usage gratuit, à certaines conditions toutefois, d'une partie de l'outillage agricole des propriétaires ruraux riches ou aisés. Mais, en règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches et aisés et ne s'en emparer que dans le cas d'une opposition manifeste à la politique et aux prescriptions du pouvoir des travailleurs. Cette ligne de conduite est nécessaire, l'expérience de la révolution prolétarienne russe, où la lutte contre les paysans riches et aisés traîne en longueur dans des conditions très complexes, ayant démontré que ces éléments de la population rurale, douloureusement frappés pour toutes leurs tentatives de résistance, même les moindres, sont pourtant capables de s'acquitter loyalement des tâches de l'Etat prolétarien et commencent même, quoique très lentement, à se pénétrer de respect envers le pouvoir qui défend tout travailleur et écrase impitoyablement le riche oisif.

Les conditions spéciales qui ont compliqué et retardé la lutte du prolétariat russe, vainqueur de la bourgeoisie, contre les paysans riches dérivent uniquement du fait qu'après l'événement du 25 octobre 1917, la révolution russe avait traversé une phase « démocratique » — c'est-à-dire au fond bourgeoisie-démocratique, — de lutte des paysans contre les propriétaires fonciers ; on doit encore ces conditions spéciales à la faiblesse numérique et à l'état arriéré du prolétariat des villes et, enfin, à l'immensité du pays et au débâtement de ses voies de communication. Mais les pays avancés de l'Europe et de l'Amérique ignorent toutes ces causes de retards, et c'est pourquoi leur prolétariat révolutionnaire doit briser plus énergiquement, plus rapidement, avec plus de décision et beaucoup plus de succès la résistance des paysans riches et aisés et leur ôter à l'avance toute possibilité d'opposition. Cette victoire de la masse des prolétaires, des demi-prolétaires et des paysans est absolument indispensable et, tant qu'elle n'aura pas été remportée, le pouvoir prolétarien ne pourra se considérer comme une autorité stable et ferme.

6. Le prolétariat révolutionnaire doit confisquer immédiatement et sans réserve toutes les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire à toutes les personnes exploitant systématiquement, dans les pays capitalistes, que ce soit de façon directe ou par l'entremise de leurs fermiers, les travailleurs salariés, les paysans pauvres et même, assez souvent, les paysans moyens de la région, à tous les propriétaires qui ne participent aucunement au travail physique, dans la plupart des cas, descendants des barons féodaux (nobles de Russie, d'Allemagne et de Hongrie, seigneurs restaurés de France, lords anglais, anciens négriers américains) ou magnats de haute finance parvenus à la richesse ou, enfin, issus de ces deux catégories d'exploiteurs et de fainéants.

Les partis communistes doivent s'opposer énergiquement à l'idée d'accorder une indemnité aux grands propriétaires fonciers expropriés et lutter contre toute propagande dans ce sens ; les partis communistes ne doivent pas oublier que le versement d'une semblable indemnité serait une trahison envers le socialisme et une contribution nouvelle imposée aux masses exploitées, accablées par le fardeau de la guerre qui a multiplié le nombre des millionnaires et accru leurs fortunes.

Quant à la culture des terres enlevées par le prolétariat vainqueur aux grands propriétaires fonciers, en Russie, elles étaient jusqu'à présent partagées entre les paysans ; c'est que le pays est très arriéré au point de vue économique. Dans des cas très rares, le gouvernement prolétarien russe a maintenu en son pouvoir des propriétés rurales dites « soviétistes » et que l'Etat prolétarien exploite lui-même, en transformant les anciens ouvriers salariés en « délégués de travail » ou en membres des soviets. Dans les pays capitalistes avancés, l'Internationale Communiste estime qu'il serait bon et pratique de maintenir intactes les grandes propriétés agricoles et de les exploiter de la même façon que les « propriétés soviétistes » russes.

Ce serait cependant une erreur irréparable que de généraliser absolument cette règle et de ne point admettre la remise gratuite d'une partie des terres expropriées aux paysans pauvres et même aisés. Trois raisons doivent nous permettre de le faire au besoin.

1) L'objection habituelle qu'on oppose à cette remise et qui fait ressortir la supériorité technique des grandes propriétés foncières, se réduit, assez souvent, à un opportunisme malveillant et à une

trahison envers la révolution. Le prolétariat, pour assurer le succès de sa révolution, n'a pas le droit de craindre une diminution provisoire de la production industrielle, tout comme les adversaires bourgeois de l'esclavage, aux Etats-Unis, ne l'avaient pas craint, pendant la guerre civile de 1863-1866, pour l'industrie cotonnière. Pour la bourgeoisie, c'est l'intensité de la production qui importe, mais pour le peuple qui travaille et que l'on exploite, la question capitale se réduit au renversement du joug des exploiters et à la fondation d'un régime qui mènerait le rendement de tout le travail de la classe ouvrière entre les mains de celle-ci et non pas dans les poches des capitalistes. La tâche urgente et fondamentale du prolétariat est donc d'assurer sa victoire et de la consolider ensuite. Mais cette consolidation du pouvoir prolétarien ne pourrait se faire sans la neutralisation des « paysans moyens » et sans l'appui à accorder à la majorité, tout au moins des « petits paysans ».

2) Le développement et même le maintien des grandes propriétés foncières, telles qu'elles sont, fait supposer la présence dans le pays d'un prolétariat rural intellectuel, à conscience révolutionnaire et ayant passé par une bonne école d'organisation politique et professionnelle. Là où cette condition n'est pas remplie et où les travailleurs conscients et compétents, que l'on pourrait charger d'accomplir une telle œuvre, font défaut, toutes les tentatives en vue d'organiser prématurément de grandes propriétés rurales ne pourraient que compromettre le pouvoir prolétarien, et il s'impose par conséquent d'agir avec la plus grande prudence et de préparer soigneusement le passage au système de « propriétés rurales soviétistes ».

3) Presque tous les pays capitalistes, même les plus avancés ont gardé depuis le moyen âge, la tradition de demi-corrées que les petits paysans de diverses régions font, jusqu'à nos jours, pour les grands propriétaires fonciers ; citons, par exemple, les « Justleute » en Allemagne, le « métayage » en France, et l'institution des « fermiers-associés » des Etats-Unis (où il ne s'agit pas seulement de l'exploitation des nègres, exploités de cette manière dans le Sud, mais aussi de celle des blancs). L'Etat prolétarien doit dans ces cas transmettre aux anciens fermiers les terres prises à ferme par les petits paysans, parce qu'il n'y a pas d'autre base économique et technique, permettant de régler cette question ni d'autre moyen d'en créer une.

Tout l'outillage agricole et technique des grandes propriétés foncières et rurales doit être confisqué et remis à l'Etat, à condition, toutefois, qu'après la distribution de cet outillage, en quantité suffisante, aux grandes propriétés rurales de l'Etat, les petits paysans en puissent profiter gratuitement en se conformant aux statuts élaborés à ce sujet par le pouvoir prolétarien.

... Si, tout au commencement de la révolution prolétarienne la confiscation immédiate des grandes propriétés foncières, ainsi que l'expulsion ou l'internement de leurs propriétaires, leaders de la contre-révolution et oppresseurs impitoyables de toute la population rurale, sont absolument nécessaires, le pouvoir prolétarien doit tendre systématiquement, au fur et à mesure de la consolidation de sa position dans les villes et les campagnes, à l'utilisation des forces de cette classe, qui possède une expérience précieuse, des connaissances et des capacités organisatrices, pour créer, avec son concours, et sous le contrôle de communistes éprouvés, une vaste agriculture soviétiste.

7. Le socialisme ne vaincra définitivement le capitalisme et ne sera jamais affermi qu'au moment où le pouvoir gouvernemental prolétarien, ayant réprimé toute résistance des exploiters et assuré son autorité aura réorganisé toute l'industrie sur la base d'une nouvelle production collectiviste et sur un nouveau fondement technique (application générale de l'énergie électrique dans toutes les branches de l'agriculture et de l'économie rurale). Cette réorganisation seule peut donner aux villes la possibilité d'offrir aux campagnes arriérées une aide technique et sociale susceptible de déterminer un accroissement extraordinaire de la productivité du travail agricole et rural et d'engager par l'exemple les petits laboureurs, à passer, dans leur propre intérêt, progressivement à une culture collectiviste mécanique. Cette vérité théorique absolue, admise de tous les socialistes est dénaturée par l'opportunisme de la 2^e Internationale jaune, dont sont pénétrés les leaders des « indépendants » anglais et allemands, ainsi que les « longuetistes » français. Ils procèdent d'une façon très simple, attirant l'attention sur le bel avenir relativement éloigné, pour mieux détourner des tâches urgentes, et notamment du passage concret et difficile à cet avenir. En pratique, cette façon de procéder se réduit à préconiser un accord avec la bourgeoisie et la « paix sociale », — c'est-à-dire à une trahison complète envers le prolétariat qui lutte actuellement, dans les conditions de la pire misère créées par la guerre, contre une bande de millionnaires, enrichis par la tuerie et vivant dans une opulence arrogante et sans égale.

C'est précisément dans les campagnes que la possibilité d'une lutte victorieuse pour la cause socialiste exige de la part de tous les partis communistes un effort pour susciter parmi le prolétariat industriel le sentiment de la nécessité des sacrifices à consentir pour le renversement de la bourgeoisie et pour la consolidation du pouvoir prolétarien ; chose absolument nécessaire parce que la dictature du prolétariat signifie qu'il sait organiser et conduire les travailleurs exploités et que son avant-garde est toujours prête, pour atteindre à ce but, au maximum d'efforts héroïques et de sacrifices ; en outre, la lutte victorieuse pour le socialisme exige que les masses laborieuses les plus exploitées des campagnes puissent voir dès la victoire des ouvriers, leur situation presque immédiatement améliorée aux dépens des exploiters ; s'il n'en était pas ainsi, le prolétariat industriel ne pourrait pas compter sur l'appui des campagnes et ne pourrait pas, de ce fait, assurer le ravitaillement des villes.

8. Les difficultés énormes que présentent l'organisation et la préparation à la lutte révolutionnaire de la masse des travailleurs ruraux que le régime capitaliste avait abruti, éparpillés et asservis, à peu près autant qu'au moyen âge, exigent de la part des Partis Communistes la plus grande attention envers le mouvement gréviste rural, l'appui vigoureux et le développement intense des grèves de masses des prolétaires et des demi-prolétaires ruraux. L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917, confirmée et complétée actuellement par celle de la révolution allemande et d'autres pays avancés, prouve que seul le mouvement gréviste progressant sans cesse avec la participation, dans certaines conditions, de « petits paysans » peut tirer les villages de leur léthargie, réveiller chez les paysans la conscience de classe et le sentiment de la nécessité d'une organisation de classe des masses rurales exploitées et montrer clairement aux habitants de la campagne l'importance pratique de leur union avec les travailleurs des villes.

Le Congrès de l'Internationale Communiste flé-

trit et condamne sévèrement les socialistes félons et traîtres, que l'on trouve malheureusement, non seulement au sein de la 2^e Internationale jaune, mais aussi parmi les trois partis européens les plus importants, sortis de cette Internationale : le congrès voue à la honte les socialistes capables non seulement de considérer d'un œil indifférent le mouvement gréviste rural, mais encore de lui résister (comme K. Kautsky), de peur qu'il n'entraîne une réduction du ravitaillement. Tous les programmes et toutes les déclarations les plus solennelles n'ont aucune valeur, s'il n'est possible de prouver, pratiquement, que les communistes et les leaders ouvriers savent mettre au-dessus de toutes choses le développement de la révolution prolétarienne et sa victoire, savent consentir pour elle les sacrifices les plus pénibles parce qu'il n'est pas d'autres issues, pas d'autres moyens pour vaincre la faim et la désorganisation économique et pour conjurer de nouvelles guerres impérialistes.

Un point particulier est à noter : les leaders du vieux socialisme et les représentants de « l'aristocratie ouvrière », qui font aujourd'hui d'assez fréquentes concessions verbales au communisme et passent même nominale au communisme pour essayer de maintenir leur prestige parmi les masses ouvrières de plus en plus pénétrées d'esprit révolutionnaire, doivent être mis à l'épreuve, prouver qu'ils sont réellement dévoués à la cause du prolétariat, et partant capables d'occuper des postes responsables dans un domaine de travail politique où la conscience et la lutte révolution-

naires se développent avec une rapidité extraordinaire, où les propriétaires fonciers et la bourgeoisie (paysans riches et aisés) résistent avec un acharnement particulier et où la divergence de vues entre les socialistes-conciliateurs et les communistes révolutionnaires se manifeste avec une force extraordinaire.

9. Les Partis Communistes doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour commencer, au plus tôt l'organisation des Soviets dans les campagnes et, en premier lieu, des Soviets qui représenteraient les travailleurs salariés et les demi-prolétaires. Ce n'est qu'en coopération étroite avec le mouvement gréviste des masses et avec la classe la plus opprimée, que les Soviets seront à même de s'acquitter de leur mission et deviendront assez forts pour soumettre à leur influence (et les incorporer par la suite) les « petits paysans ». Si cependant le mouvement gréviste n'est pas encore assez développé et la capacité d'organisation du prolétariat rural est encore trop faible, tant à cause de l'oppression des propriétaires fonciers et des paysans riches, que de l'insuffisance de l'appui fourni par les ouvriers industriels et par leurs syndicats, la création des Soviets dans les campagnes demande une longue préparation ; elle doit être faite par la création des foyers communistes, par une propagande active, en termes clairs et nets, des aspirations communistes que l'on expliquera, à force d'exemples illustrant les diverses méthodes d'exploitation et d'oppression, et enfin, au moyen de tournées de propagande systématiques des travailleurs industriels dans les campagnes.

Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste

Le premier congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la 3^e Internationale. Au moment où eut lieu son premier congrès, il n'y avait, dans la plupart des pays, que des *tendances* et des *groupes* communistes.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de *tendances* et de *groupes*, des *partis* et des *organisations* communistes.

De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2^e Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2^e Internationale est irrémédiablement défaite. Les partis intermédiaires et les groupes du « centre », voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste ». L'Internationale communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer à la 3^e Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

Dans certaines conditions, l'Internationale Communiste pourrait être menacée par l'envahissement de groupes indécis et moyens qui n'ont pas

encore pu rompre avec l'idéologie de la 2^e Internationale.

En outre, certains partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2^e Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la république des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le deuxième congrès international doit fixer, de façon tout à fait précise, les conditions d'admission des nouveaux partis et indiquer, par la même occasion, aux partis déjà affiliés, les obligations qui leur incombent.

Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste. Tous les organes de la presse du parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant fait leurs preuves et prouvé leur dévouement à la cause de la révolution prolétarienne. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan des faits même de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. Dans les colonnes de la presse, dans les réu-

nions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la 3^e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2. Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés — sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

3. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution.

4. Une propagande, une agitation systématique et persévérante, s'impose parmi les troupes. Des noyaux communistes doivent être formés dans toutes les unités. La plus grande partie de ce travail sera illégale : mais s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la 3^e Internationale.

5. Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des *ouvriers* communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6. Tout parti désireux d'appartenir à la 3^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7. Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec les réformistes et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que les réformistes avérés, tels que Turati, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la 3^e Internationale. Un pareil état de

choses ferait ressembler par trop la 3^e Internationale à la 2^e.

8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9. Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du parti.

10. Tout parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et tenacité l'« Internationale » jaune des syndicats fondée à Amsterdam. Il doit, par contre, concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérents à l'Internationale Communiste.

11. Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que des organes de publicité méusent de l'autonomie pour se livrer à une politique non conforme à celle du parti.

13. Les partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la *centralisation démocratique*. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

14. Les partis communistes des pays où les Communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

15. Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser

inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement, soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes.

16. Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, le parti aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

17. Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internatio-

nale Communiste doit être beaucoup plus centralisée que ne l'était la 2^e Internationale. L'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

18. Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler : Parti Communiste de ... (section de la 3^e Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

Sur les tâches principales du 2^e Congrès communiste

1. Le moment actuel du développement du mouvement communiste international est caractérisé par le fait que, dans tous les pays capitalistes, les meilleurs représentants du mouvement prolétarien ont parfaitement compris les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire : la dictature du prolétariat et le gouvernement des Soviets, et se sont rangés à ses côtés avec un dévouement enthousiaste. Plus important encore est le fait que les plus larges masses du prolétariat des villes et des travailleurs avancés des campagnes manifestent leurs sympathies sans réserve pour ces principes essentiels. C'est là un grand pas en avant.

D'autre part, deux fautes ou deux faiblesses du mouvement communiste international qui croit avec une rapidité extraordinaire se sont fait remarquer. L'une, très grave et qui présente un grand danger immédiat pour la cause de la libération du prolétariat, consiste en ce que certains anciens leaders, certains vieux partis de la 2^e Internationale, en partie inconsciemment et sous la pression des masses, en partie consciemment — et alors les trompant pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier — annoncent leur adhésion conditionnelle ou sans réserves à la 3^e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique quotidien, au niveau de la 2^e Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible. Il introduit parmi les masses un élément de corruption, il met en cause le respect dû à la 3^e Internationale, en la menaçant du recommencement des trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois habilement travestis en communistes. Une autre faute, beaucoup moins importante et qui est bien plutôt une maladie de croissance du mouvement, est la tendance à gauche, qui conduit à une appréciation erronée du rôle et de la mission du parti par rapport à la classe et à la masse et de l'obligation pour les révolutionnaires communistes de militer dans les parlements bourgeois et dans les syndicats réactionnaires.

Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique afin de s'en débarrasser

promptement et radicalement. A cette fin, il importe tout d'abord de définir, selon notre expérience pratique, le contenu des notions de *dictature du prolétariat* et de *pouvoir des soviets* ; en second lieu, en quoi peut et doit consister dans tous les pays le travail préparatoire, immédiat et systématique, en vue de la réalisation de ces mots d'ordre ; et en troisième lieu, quels voies et moyens nous permettent de guérir notre mouvement de ses faiblesses.

I. — L'essence de la Dictature du Prolétariat et du pouvoir des Soviets

2. La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige l'accomplissement par le prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, des trois tâches suivantes. La première consiste à renverser les exploités et en premier lieu la bourgeoisie, leur représentant économique et politique principal, il s'agit de leur infliger une défaite totale, de briser leur résistance, de rendre impossible de leur part toute tentative de restauration du capital et de l'esclavage salarié. — La deuxième consiste à entraîner à la suite de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat, mais aussi toute la masse des travailleurs exploités par le capital, à les éclairer, à les organiser, à les éduquer, à les discipliner au cours de la lutte impitoyable et téméraire contre les exploités, — à arracher dans tous les pays capitalistes, cette écrasante majorité de la population à la bourgeoisie, à lui inspirer pratiquement confiance en le rôle de directeur du prolétariat de son avant-garde révolutionnaire. — La troisième, de neutraliser ou de réduire à l'impuissance de nuire les inévitables hésitations, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des Soviets, de la classe de petits propriétaires ruraux, industriels et négociants, encore assez nombreux bien que ne formant qu'une minorité de la population, et des catégories d'intellectuels d'employés, etc., gravitant autour de cette classe.

La première et la deuxième tâche exigent cha-

cune des méthodes d'action particulières à l'égard des exploités et des exploités. La troisième découle des deux premières ; elle n'exige qu'une application habile, souple et opportune des méthodes appliquées aux premières et qu'il s'agit d'adapter aux circonstances concrètes.

3. Dans la conjoncture actuelle, créée dans le monde entier et surtout dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus éclairés, les plus libres, par le militarisme, l'impérialisme, l'oppression des colonies et des pays faibles, la tuerie impérialiste mondiale et la « paix » de Versailles, la pensée d'une paisible soumission de la majorité des exploités aux capitalistes, et d'une évolution pacifique vers le socialisme, n'est pas seulement un signe de médiocrité petite-bourgeoise ; c'est aussi une duperie, la dissimulation de l'esclavage du salariat, la déformation de la vérité aux yeux des travailleurs. La vérité est que la bourgeoisie, la plus éclairée, la plus démocratique, ne recule devant aucun mensonge, devant aucun crime, ne recule pas devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans à seule fin de sauver la propriété privée des moyens de production. Le renversement de la bourgeoisie par la violence, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme d'Etat, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc., jusqu'à l'exil ou l'internement de tous les exploités les plus dangereux et les plus obstinés, sans exception, l'exercice sur leurs milieux d'une stricte surveillance pour la répression des tentatives qu'ils ne manqueraient pas de faire dans l'espoir de restaurer l'esclavage capitaliste, telles sont les mesures qui peuvent seules assurer la soumission réelle de la classe entière des exploités.

D'autre part, l'idée coutumière aux vieux partis et aux vieux leaders de la 2^e Internationale, que la majorité des travailleurs et des exploités peut en régime capitaliste sous le joug esclavagiste de la bourgeoisie — qui revêt des formes infiniment variées, d'autant plus raffinées et, à la fois, plus cruelles et plus impitoyables que le pays capitaliste est plus cultivé — acquérir une pleine conscience socialiste, la fermeté socialiste, des convictions et du caractère, cette idée, disons-nous, trompe aussi les travailleurs. En fait, ce n'est qu'après que l'avant-garde prolétarienne, soutenue par la seule classe révolutionnaire ou par sa majorité, aura renversé les exploités, les aura brisés, aura libéré les exploités de leurs servitudes et immédiatement amélioré leurs conditions d'existence au détriment des capitalistes expropriés, — ce n'est qu'alors, et au prix de la plus âpre guerre civile, que l'éducation, l'instruction, l'organisation des plus grandes masses exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, pourra se faire ; et qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leurs vices, leurs faiblesses, leur manque de cohésion, entretenus par le régime de la propriété privée, et de les transformer en une vaste et libre association de libres travailleurs.

4. Le succès de la lutte contre le capitalisme exige un juste rapport des forces entre le parti communiste dirigeant, le prolétariat, classe révolutionnaire et la masse, c'est-à-dire l'assemblée des travailleurs et des exploités. Le parti communiste, s'il est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il s'assimile tous ses meilleurs représentants, s'il est composé de communistes conscients et dévoués, éclairés et éprouvés par l'expérience d'une longue lutte révolutionnaire, s'il a su se lier indissolublement à toute l'existence de la classe ouvrière et par son intermédiaire à celle

de toute la masse exploitée et leur inspirer une pleine confiance, ce parti seul est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale, la plus acharnée, contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un parti semblable que le prolétariat peut annihiler l'apatie et la résistance de la petite aristocratie ouvrière, composée de leaders du mouvements syndical et coopératif, corrompus par le capitalisme et développer toutes ses énergies, infiniment plus grandes que sa force numérique parmi la population, par suite de la structure économique du capitalisme lui-même. Enfin, ce n'est que libérée effectivement du joug du capital et de l'appareil gouvernemental de l'Etat, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité d'agir librement que la masse, c'est-à-dire la totalité des travailleurs et des exploités, organisés dans les soviets, pourra développer pour la première fois dans l'histoire l'initiative et l'énergie de dizaines de millions d'hommes étouffés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les soviets seront devenus l'unique mécanisme de l'Etat, que pourra être assurée la participation effective des masses autrefois exploités à toute l'administration du pays, participation qui, dans les démocraties bourgeoises les plus éclairées et les plus libres était impossible quatre-vingt-quinze fois sur cent. Dans les Soviets seuls, la masse des exploités commence à apprendre, non des livres, mais de son expérience pratique, ce qu'est l'édification sociale, la création d'une nouvelle discipline sociale, et de la libre association des travailleurs libres.

II. — En quoi doit consister la préparation immédiate de la dictature prolétarienne

5. Le développement actuel du mouvement communiste international est caractérisé par ce fait que dans nombre de pays capitalistes le travail de préparation du prolétariat à l'exercice de la dictature n'est pas achevé et très souvent n'a pas encore été commencé de façon systématique. Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très prochain ; elle est au contraire tout ce qu'il y a de plus possible, la situation politique et économique étant extraordinairement riche en matières inflammables et en causes susceptibles de provoquer son embrasement inopiné ; un autre facteur de la révolution, en dehors de l'état de préparation du prolétariat, est notamment la crise générale en présence de laquelle se trouvent tous les partis gouvernants et tous les partis bourgeois. Mais il résulte de ce qui a été dit que la tâche actuelle des partis communistes ne consiste pas à hâter la révolution, mais à intensifier la préparation du prolétariat. D'autre part les cas signalés plus haut dans l'histoire de beaucoup de partis socialistes obligent à bien veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse pas rester purement verbale.

Pour ces raisons la tâche principale du parti communiste, du point de vue du mouvement international prolétarien, est à l'heure présente le groupement de toutes les forces communistes éparses, la formation dans chaque pays d'un parti communiste unique (ou le renforcement et le renouvellement des partis déjà existants) afin de décupler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir sous forme de dictature du prolétariat. L'action socialiste habituelle des groupes et des partis, qui reconnaissent la dictature du prolétariat est loin d'avoir subi cette modi-

fication fondamentale, ce renouvellement radical, qui est nécessaire pour qu'on en reconnaisse l'action comme étant bien communiste et comme correspondant aux tâches de la veille de la dictature prolétarienne.

6. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'interrompt pas la lutte de classe de celui-ci contre la bourgeoisie, mais au contraire ne fait que la rendre plus large, plus acerbe, plus impitoyable. Tous les groupes, partis, militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du « centre », etc., se placeront inévitablement, par suite de l'extrême exacerbation de la lutte soit du côté de la bourgeoisie, soit du côté des hésitants ou (ce qui est plus dangereux) tomberont dans le nombre des amis indésirables du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre la tendance des réformistes et des « centristes », mais aussi la modification du caractère de cette lutte. Celle-ci ne peut pas se limiter à la démonstration du caractère, erroné de ces tendances, mais elle doit aussi démasquer inlassablement et impitoyablement tout militant du mouvement ouvrier qui manifestera ces tendances, le prolétariat ne pouvant pas savoir autrement avec qui il marche à la lutte finale contre la bourgeoisie. Cette lutte est telle, qu'elle peut changer à tout instant et transformer, comme l'a déjà démontré l'expérience — l'arme de la critique en critique par les armes. Tout manque d'esprit de suite, ou toute faiblesse dans la lutte contre ceux qui se conduisent comme des réformistes ou des « centristes » a pour conséquence un accroissement direct du danger de renversement du pouvoir du prolétariat par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît aux bornés qu'un « désaccord théorique » d'aujourd'hui.

7. Il est impossible de se limiter à la négation habituelle de principe de toute collaboration avec la bourgeoisie, de tout « coalitionnisme ». Une simple défense de la « liberté » et de « l'égalité » avec le maintien de la propriété privée sur les moyens de production, se transforme dans les conditions de la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en état d'abolir d'un coup la propriété privée en entier, en « collaboration » avec la bourgeoisie qui sapera directement le pouvoir de la classe ouvrière. Car la dictature du prolétariat signifie l'affermissement gouvernemental et la défense, par tout le système d'Etat, non pas de « la liberté » pour les exploités de continuer leur œuvre d'oppression et d'exploitation, non pas de « l'égalité » du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui conserve pour sa jouissance personnelle certains moyens de production créés par le travail de la collectivité) et du pauvre. Ce qui nous paraît jusqu'à la victoire du prolétariat n'être qu'un désaccord sur la question de la « démocratie » deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question qu'il faudra trancher par les armes. Sans transformation radicale de tout le caractère de la lutte avec les « centristes » et les « défenseurs de la démocratie » la préparation même préalable des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est donc impossible.

8. La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classes du prolétariat et de la bourgeoisie. Pareille lutte ne peut être victorieuse que lorsque l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat

entraîne derrière elle l'écrasante majorité ouvrière. La préparation de la dictature du prolétariat exige pour ces raisons non seulement la divulgation du caractère bourgeois du réformisme et de toute défense de la démocratie impliquant le maintien de la propriété privée sur les moyens de production ; non seulement la divulgation des manifestations de tendances, qui signifient en fait la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ; mais elle exige aussi le remplacement des anciens leaders par des communistes dans toutes les formes d'organisations prolétariennes, politiques, syndicales, coopératives, d'éducation, etc.

Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été longue et ferme, dans un pays donné, plus la bourgeoisie a réussi à amener aux postes importants du mouvement ouvrier, des hommes éduqués par elle, par ses conceptions, par ses préjugés, très souvent directement ou indirectement achetés par elle. Il est indispensable, et il faut le faire avec cent fois plus de hardiesse qu'on ne l'a fait jusqu'ici, de rejeter ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des travailleurs embourgeoisés, de tous les postes qu'ils occupent et de les remplacer, par des travailleurs même inexpérimentés, proches de la masse exploitée et jouissant de sa confiance dans sa lutte avec les exploités. La dictature du prolétariat exigera la désignation de travailleurs inexpérimentés aux postes les plus importants du gouvernement, sans quoi le pouvoir de la classe ouvrière restera impuissant et ne sera pas soutenu par la masse.

9. La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la domination de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, terrorisés, éparpillés, trompés par la classe capitaliste, mais conduits par la seule classe sociale préparée à cette mission dirigeante par toute l'histoire du capitalisme. C'est pourquoi la préparation de la dictature prolétarienne doit être partout et immédiatement commencée, entre autres, par les moyens que voici :

Dans toutes les organisations sans exception, — syndicats, unions, etc. — prolétariennes d'abord et ensuite non-prolétariennes, des masses laborieuses exploitées (qu'elles soient politiques, syndicales, militaires, coopératives, post-scolaires, sportives, etc.) des groupes ou des noyaux communistes doivent être formés, de préférence ouvertement, mais s'il le faut clandestinement — ce qui devient obligatoire toutes les fois que leur fermeture et l'arrestation de leurs membres, sont à craindre ; ces groupes, rattachés les uns aux autres et rattachés au centre du parti, échangeant le résultat de leur expérience, s'occupant d'agitation, de propagande et d'organisation, s'adaptant à tous les domaines de la vie sociale, à tous les aspects et à toutes les catégories de la masse laborieuse, doivent procéder par leur travail multiple, à leur propre éducation, à celle du parti, de la classe et de la masse.

Il est, cependant, de la plus haute importance d'élaborer pratiquement, — dans leur développement nécessaire — des méthodes d'action, — d'une part, à l'encontre des leaders ou des représentants autorisés des organisations, complètement corrompus par les préjugés impérialistes et petits-bourgeois ; ces leaders, il les faut impitoyablement démasquer et exclure du mouvement ouvrier ; d'autre part, à l'encontre des masses qui, surtout depuis la tuerie impérialiste, sont disposées à prêter l'oreille à l'enseignement de la né-

cessité de suivre le prolétariat, seul capable de les tirer de l'esclavage capitaliste. Il convient de savoir aborder les masses avec patience et circonspection, afin de comprendre les particularités psychologiques de chaque catégorie, de chaque profession, de chaque groupe au sein de cette masse.

10. Il est un groupe ou fraction de communistes qui mérite tout particulièrement l'attention et la surveillance du parti : c'est la fraction parlementaire, autrement dit le groupe des membres du parti élus au Parlement (ou aux municipalités, etc.). D'une part, ces tribunes sont, au yeux des couches profondes de la classe laborieuse retardaire ou farcie de préjugés petits-bourgeois, d'une importance capitale ; c'est d'ailleurs la raison qui fait que les communistes doivent du haut de ces tribunes mener une action de propagande, d'agitation, d'organisation, et expliquer aux masses pourquoi était nécessaire en Russie (comme il le sera le cas échéant dans tous les pays) la dissolution du Parlement bourgeois par le congrès panrusse des Soviets. D'autre part, toute l'histoire de la démocratie bourgeoise a fait de la tribune parlementaire, notamment dans les pays avancés, la principale ou l'une des principales arènes des duperies financières et politiques, de l'arrivisme, de l'hypocrisie, de l'oppression des travailleurs. C'est pourquoi la haine vivace nourrie à l'égard des parlements par les meilleurs représentants du prolétariat est pleinement justifiée. C'est pourquoi les partis communistes et tous les partis adhérents à la 3^e Internationale (dans les cas surtout où ces partis n'ont pas été créés par suite d'une scission avec les anciens partis après une lutte longue et acharnée, mais se sont formés par l'adoption souvent nominale d'une nouvelle position par les anciens partis) doivent observer une attitude très rigoureuse à l'égard de leurs fractions parlementaires, c'est-à-dire exiger : leur subordination complète au Comité central du Parti ; l'introduction de préférence dans leur composition d'ouvriers révolutionnaires ; l'analyse la plus attentive dans la presse du parti et aux réunions de celui-ci des discours des parlementaires du point de vue de leur attitude communiste ; la désignation des parlementaires pour l'action de propagande parmi les masses, l'exclusion immédiate de tous ceux qui manifesteraient une tendance vers la 2^e Internationale, etc.

11. Un des obstacles les plus graves du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc. le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution ; elle est par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite-bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable « point d'appui » social de la 2^e Internationale des réformistes et des « centristes » et elle est bien près à l'heure actuelle d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience), donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérents à la 3^e Internationale doivent coûte que coûte donner corps dans la vie à ce mot d'ordre : « plus profondément dans les masses », — « plus étroitement avec les masses » en comprenant par masse tout l'ensemble

des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation.

Le prolétariat ne devient révolutionnaire qu'autant qu'il ne s'enferme pas dans les cadres d'un étroit corporatisme et que pour autant qu'il agit dans toutes les manifestations et tous les domaines de la vie sociale, comme le chef de toute la masse laborieuse et exploitée. La réalisation de sa dictature est impossible sans préparation et sans la résolution de consentir aux pertes les plus grandes au nom de la victoire sur la bourgeoisie. Et sous ce rapport l'expérience de la Russie a une importance pratique de principe. Le prolétariat russe n'aurait pas pu réaliser sa dictature, n'aurait pas pu conquérir la sympathie et la confiance générales de toute la masse ouvrière, s'il n'avait pas fait preuve de plus d'esprit de sacrifice et s'il n'avait pas plus profondément souffert de la faim que toutes les autres couches de cette masse, aux heures les plus difficiles des attaques, des guerres, du blocus de la bourgeoisie mondiale.

L'appui le plus complet et le plus dévoué du parti communiste et du prolétariat d'avant-garde est tout particulièrement nécessaire à l'égard de tout mouvement gréviste large, violent, considérable, qui est seul en état, sous l'oppression du capital, de réveiller véritablement, d'ébranler et d'organiser les masses, de leur inspirer une confiance pleine et entière en le rôle directeur du prolétariat révolutionnaire. Sans une semblable préparation, aucune dictature du prolétariat n'est possible, et les hommes capables de prendre fait et cause contre les grèves comme le font Kautsky en Allemagne et Turati en Italie, ne doivent pas être tolérés au sein de partis qui se rattachent à la 3^e Internationale. Ceci concerne certainement plus encore les leaders parlementaires et tradeunionistes qui, à tout moment, trahissent les ouvriers, en leur enseignant par la grève le réformisme et non la révolution (exemples : la France et l'Angleterre au cours de ces dernières années.)

12. Pour tous les pays, même pour les plus « libres », les plus « légaux », les plus « pacifiques », au sens de la plus faible exacerbation de la lutte de classe le moment est venu où il est d'une nécessité absolue pour tout parti communiste, d'unir l'action légale et illégale, l'organisation légale et l'organisation clandestine. Car dans les pays les plus cultivés et les plus libres, ceux du régime bourgeois-démocratique le plus « stable », les gouvernements, en dépit de leurs déclarations mensongères et cyniques, établissent déjà de secrètes listes noires de communistes, violent à tout instant leur propre constitution en soutenant plus ou moins secrètement les gardes blancs et l'assassinat des communistes dans tous les pays, préparent dans l'ombre les arrestations de communistes, introduisant parmi eux des provocateurs, etc., etc.

Il n'est que le plus réactionnaire esprit petit-bourgeois, quelle que soit la beauté des phrases « démocratiques » et pacifistes dont il se pare, qui puisse nier ce fait et la conclusion obligatoire qui en découle : la formation immédiate par tous les partis communistes légaux d'organisations clandestines en vue de l'action illégale, organisations qui seront prêtes pour le jour où la bourgeoisie se mettra à traquer les communistes. Une action illégale dans l'armée, dans la flotte, dans la police est de la plus haute importance ; depuis la grande guerre impérialiste tous les gouvernements du monde ont pris peur de l'armée populaire et ont eu recours à tous les procédés imaginables

pour constituer des unités militaires avec des éléments spécialement triés parmi la bourgeoisie et armés des engins meurtriers les plus perfectionnés.

Il est d'autre part également nécessaire dans tous les cas, sans exception, de ne pas se borner à une action illégale, mais aussi de poursuivre l'action légale en surmontant à cet effet toutes les difficultés, en fondant des journaux légaux et des organisations légales sous les désignations les plus différentes, et le cas échéant, en changeant fréquemment leurs dénominations. Ainsi agissent les partis communistes illégaux en Finlande, en Hongrie, en Allemagne et dans une certaine mesure, en Pologne, Lithuanie, etc. Ainsi doivent agir les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) en Amérique, et devront agir tous les autres partis communistes légaux, au cas où il plairait aux procureurs de leur intenter des poursuites pour la seule acception des résolutions des Congrès de l'Internationale Communiste, etc.

L'absolue nécessité d'unir l'action légale et illégale n'est pas que déterminée en principe par l'ensemble des conditions de l'époque que nous traversons, période de veille de dictature prolétarienne, mais par le besoin de montrer à la bourgeoisie qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir de domaines et de champ d'action, que n'aient pas conquis les communistes, et aussi parce qu'il existe encore partout de profondes couches du prolétariat, et dans des proportions plus vastes encore une masse laborieuse et exploitée non prolétarienne, qui font toujours confiance à la légalité bourgeoise démocratique, et qu'il est très important pour nous de dissuader.

13. L'état de la presse ouvrière dans les pays capitalistes les plus avancés montre de façon éclatante le mensonge de la liberté et de l'égalité en démocratie bourgeoise, de même que la nécessité d'unir systématiquement l'action légale et illégale. Tant dans l'Allemagne vaincue que dans l'Amérique victorieuse toutes les forces de l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie et toute l'astuce des rois de l'or sont mises en mouvement pour dépouiller les ouvriers de leur presse : poursuites judiciaires et arrestations (ou assassinat commis par des spadassins) des rédacteurs, confiscation des envois postaux, confiscation du papier, etc., etc. Et tout ce qui est nécessaire à un journal quotidien en fait d'information se trouve entre les mains des agences télégraphiques bourgeoises, les annonces sans lesquelles un grand journal ne peut pas couvrir ses frais sont à la « libre » disposition des capitalistes. En résumé, la bourgeoisie par le mensonge, par la pression du capital et de l'Etat bourgeois dépouille le prolétariat révolutionnaire de sa presse.

Pour lutter contre cet état de choses les partis communistes doivent créer un nouveau type de presse périodique destiné à la diffusion en masse parmi les ouvriers, comportant : 1° des publications légales qui apprendraient, sans se déclarer communistes et sans parler de leur dépendance du parti, à tirer parti des moindres possibilités légales, comme les bolcheviks l'ont fait sous le tsarisme après 1905 ; 2° des tracts illégaux, ne fût-ce que d'un format minime, paraissant irrégulièrement, mais imprimés par les ouvriers dans un grand nombre de typographies (clandestinement, ou si le mouvement s'est renforcé par la main mise sur les typographies) donnant au prolétariat une information libre, révolutionnaire, et des mots d'ordre révolutionnaires.

Sans une bataille révolutionnaire, qui entraînera les masses, pour la liberté de presse com-

muniste, la préparation de la dictature du prolétariat est impossible.

III. — Modification de la ligne de conduite et partiellement, de la composition sociale des Partis adhérant et désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste.

14. Le degré de préparation du prolétariat des pays les plus importants, au point de vue de l'économie et de la politique mondiale, à la réalisation de la dictature ouvrière se caractérise avec le plus d'objectivité et d'exactitude, par le fait que les partis les plus influents de la 2^e Internationale, tels que le Parti Socialiste Français, le Parti Social-démocrate Indépendant Allemand, le Parti Ouvrier indépendant Anglais, le Parti Socialiste Américain sont sortis de cette Internationale jaune et ont décidé, les premiers sous conditions, et le dernier sans réserves, d'adhérer à la 3^e Internationale. Il est ainsi prouvé que l'avant-garde n'est pas seule, que la majorité du prolétariat révolutionnaire a commencé, persuadée par toute la marche des événements, à passer de notre côté. L'essentiel maintenant est de savoir achever ce passage et solidement affermir par l'organisation ce qui a été obtenu, afin qu'il soit possible d'aller de l'avant sur toute la ligne sans la moindre hésitation.

15. Toute l'activité des partis précités (auxquels il faut encore ajouter le Parti Socialiste Suisse si le télégramme nous informant de sa décision d'adhésion à la 3^e Internationale est exact) prouve (et n'importe quelle publication de ces partis le confirme indubitablement), qu'elle n'est pas encore communiste et va fréquemment à l'encontre des principes fondamentaux de la 3^e Internationale en reconnaissant la démocratie bourgeoise au lieu de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste.

Pour ces raisons le 2^e Congrès de l'Internationale communiste doit décider qu'il ne considère pas comme possible de reconnaître immédiatement ces partis : — qu'il confirme la réponse faite par le Comité exécutif de l'Internationale Communiste aux indépendants allemands ; qu'il confirme son consentement d'entrer en pourparlers avec tout le parti qui sortira de la 2^e Internationale et qui exprimera le désir de se rapprocher de la 3^e Internationale ; qu'il accorde voix délibérative aux délégués de ces partis à tous ses congrès et conférences ; qu'il pose les conditions suivantes pour l'union complète de ces partis (et partis similaires) avec l'Internationale Communiste :

1. Publication de toutes les décisions de tous les Congrès de l'Internationale Communiste et du Comité exécutif dans toutes les éditions périodiques du Parti ;

2. Examen de ces dernières à des réunions spéciales de toutes les organisations locales du parti ;

3. Convocation, après cet examen d'un congrès spécial du parti afin d'en exclure les éléments qui continuent à agir dans l'esprit de la 2^e Internationale.

4. Passage de tous les organes périodiques du parti aux mains de rédacteurs exclusivement communistes.

Le 2^e Congrès de la 3^e Internationale doit charger son Comité exécutif d'accepter formellement les partis précités et similaires en ayant soin de vérifier au préalable l'exécution en fait de ces clauses et le caractère communiste de l'activité du parti.

16. En ce qui concerne l'attitude des communistes qui forment la minorité actuelle parmi les

militants responsables des partis précités et similaires, le 2^e congrès de l'Internationale communiste doit décider que par suite des sympathies sincères et toujours croissantes pour le communisme des travailleurs adhérant à ces partis la sortie des communistes n'en est pas désirable, aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste, de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore.

En même temps le 2^e Congrès de la 3^e Internationale doit aussi approuver l'adhésion des groupes et organisations communistes ou sympathisant au communisme au Labour Party anglais, bien que ce dernier ne soit pas encore sorti de la 2^e Internationale. Aussi longtemps que ce parti laissera à ses organisations leur liberté actuelle de critique, d'action, de propagande, d'agitation et d'organisation pour la dictature du prolétariat et pour le pouvoir soviétiste, aussi longtemps qu'il conservera son caractère d'union de toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière les communistes doivent faire toutes les tentatives et aller jusqu'à certains compromis afin d'avoir la possibilité d'exercer une influence sur les grandes masses des travailleurs, de dénoncer leurs chefs opportunistes du haut des tribunes en vue des masses, de hâter le passage du pouvoir politique des mains des représentants directs de la bourgeoisie aux mains « des lieutenants ouvriers de la classe ouvrière capitaliste » pour délivrer au plus tôt les masses des dernières illusions à ce sujet.

17. En ce qui concerne le parti socialiste italien le 2^e Congrès de la 3^e Internationale trouve fondamentalement juste la critique de ce parti et les propositions pratiques qui ont été publiées, comme étant adressées au Conseil du Parti Socialiste Italien au nom de la Section Turinoise du parti, dans le journal *L'Ordine Nuovo* du 8 mai 1920, et qui correspondent intégralement à tous les principes fondamentaux de la 3^e Internationale.

Pour ces raisons, le 2^e Congrès de la 3^e Internationale prie le Parti socialiste italien de convoquer au plus tôt un congrès extraordinaire du parti pour examiner ces propositions et toutes les décisions des deux Congrès de l'Internationale Communiste, particulièrement au sujet de la fraction parlementaire et des éléments non-communistes du Parti.

18. Le 2^e Congrès de la 3^e Internationale considère comme inadéquates les conceptions sur les rapports du parti avec la classe ouvrière et avec la masse, sur la participation facultative des partis communistes à l'action parlementaire et à l'action des syndicats réactionnaires, qui ont été amplement réfutées dans les résolutions spéciales du présent congrès, après avoir été surtout défendues par « le Parti Ouvrier Communiste Allemand », et quelque peu par « le Parti Communiste Suisse », par l'organe du bureau viennois de l'Internationale Communiste pour l'Europe Orientale *Communistus*, par le Bureau d'Amsterdam aujourd'hui dissout, par des camarades hollandais, par certaines organisations communistes d'Angleterre, — dont

la « Fédération Ouvrière Socialiste », etc., ainsi que par les « I. W. W. » d'Amérique et par les « Shop Stewards Committees » d'Angleterre, etc., etc.

Néanmoins le 2^e Congrès de la 3^e Internationale croit possible et désirable la réunion à la 3^e Internationale de celles de ces organisations qui n'y ont pas encore officiellement adhéré, car dans le cas présent, et surtout à l'égard des « Shop Stewards Committees » anglais nous nous trouvons en présence d'un profond mouvement prolétarien, qui, se tient en fait sur le terrain des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste. Dans de telles organisations les conceptions erronées sur la participation à l'action des parlements bourgeois s'expliquent moins par le rôle des éléments issus de la bourgeoisie qui apportent leurs conceptions, d'un esprit, au fond petit-bourgeois, telles que le sont souvent celles des anarchistes, que par l'inexpérience politique des prolétaires vraiment révolutionnaires et liés avec la masse.

Le 2^e Congrès de la 3^e Internationale prie pour ces raisons toutes les organisations et tous les groupes communistes des pays anglo-saxons de poursuivre même au cas où les « I. W. W. » et les « Shop Stewards Committees » ne se rattacheraient pas immédiatement à la 3^e Internationale, une politique de relations plus amicales avec ces organisations, de rapprochement avec elles et avec les masses qui sympathisent avec elles, en leur faisant comprendre amicalement du point de vue de l'expérience de toutes les révolutions et surtout des trois révolutions russes du XX^e siècle, le caractère erroné de leurs conceptions, et en réitérant les tentatives de fusion avec ces organisations dans un parti communiste unique.

19. Le Congrès attire l'attention de tous les camarades, surtout des pays romans et anglo-saxons sur ce fait : depuis la guerre une profonde division d'idées se produit parmi les anarchistes du monde entier au sujet de l'attitude à observer vis-à-vis de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste. Dans ces conditions parmi les éléments prolétaires qui ont souvent été poussés à l'anarchisme par la haine pleinement justifiée de l'opportunisme et du réformisme de la 2^e Internationale, on observe une compréhension particulièrement exacte de ces principes, et qui ne fait que s'étendre davantage au fur et à mesure que l'expérience de la Russie, de la Finlande, de la Hongrie, de la Lithuanie, de la Pologne et de l'Allemagne est mieux connue.

Pour ces raisons, le Congrès croit du devoir de tous les camarades de soutenir par tous les moyens le passage de tous les éléments prolétaires de masses de l'anarchisme à la 3^e Internationale.

Le Congrès considère que le succès de l'action des partis vraiment communistes doit être apprécié, entre autres, dans la mesure où ils auront réussi à attirer à eux tous les éléments non intellectuels et non petits-bourgeois, mais prolétaires de l'anarchisme.

4 juillet 1920.

N. LENINE.

Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets des Députés ouvriers?

1. En Russie, les soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le soviét pétersbourgeois des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. A cette époque, le soviét de la ville de Pétrograd était aussi fort que le lui permettaient les chances qu'il avait de parvenir au pouvoir politique. Mais, dès que la contre-révolution tsariste se fut raffermie et que le mouvement ouvrier eut diminué d'intensité, après une végétation de courte durée, le soviét cessa complètement d'exister.

2. Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des soviets de députés ouvriers, le parti bolchevik prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate de soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour, où la révolution aurait commencé, l'heure venue de livrer combat pour le pouvoir.

3. Au début de la révolution de février 1917, en Russie, les soviets des députés ouvriers se transformèrent en soviets de députés ouvriers et soldats. Bientôt ils entraînèrent dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires, obtenant ainsi une autorité prépondérante, car la force réelle était de leur côté et entre leurs mains. Mais, lorsque la bourgeoisie libérale se remit de la surprise du premier choc de la révolution, et que les traîtres socialistes-révolutionnaires et menchéviks facilitèrent à la bourgeoisie russe l'obtention du pouvoir, l'importance des soviets ne tarda pas à baisser. Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contre-révolutionnaire de Korniloff, que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contre-révolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les soviets des députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive.

4. L'histoire des révolutions allemandes et autrichiennes l'a prouvé de même. Lorsque les masses de la population se soulevèrent et que le flot de la révolution, ébranla les remparts de la monarchie des Hohenzollern et des Habsbourg, des soviets de députés ouvriers et soldats se formèrent spontanément en Allemagne et en Autriche. Les premiers temps, la force fut de leur côté, et ils furent à la veille de prendre le pouvoir en fait. Mais, à peine le pouvoir eut-il penché, grâce à un enchaînement de circonstances historiques, vers la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires que l'on vit les soviets dépérir, et peu à peu disparaître. Lors de l'infructueuse tentative contre-révolutionnaire de Kapp-Lütwitz, en Allemagne, des soviets se reformèrent pour quelques jours ; mais sitôt la lutte terminée par une nouvelle victoire de la bourgeoisie et des traîtres socialistes, ces soviets qui venaient de dresser la tête, disparurent à nouveau.

5. Les faits précités prouvent que des prémisses déterminées sont nécessaires pour créer les soviets. On ne pourra donc organiser des soviets de députés ouvriers, et les transformer en soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à savoir :

a) enthousiasme révolutionnaire général dans les

milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse ;

b) crise économique et politique poussée au point où le pouvoir échappe peu à peu, des mains du gouvernement précédent ;

c) Lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du parti communiste, a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir ;

6. Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrément l'idée des soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. Mais, les conditions mentionnées n'étant pas remplies il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des soviets.

7. Les tentatives des social-traîtres allemands de faire entrer les soviets dans l'engrenage constitutionnel-démocrate-bourgeois constituent, au point de vue objectif, une trahison de la cause ouvrière. Les soviets ne sont possibles que comme des organisations gouvernementales, qui se substituent à la démocratie bourgeoise, la brisent et la remplacent par la dictature ouvrière.

8. La propagande dirigée par les chefs indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kautsky et d'autres, en vue de prouver la compatibilité du système des soviets avec l'Assemblée Constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne, ou bien du désir de tromper sciemment la classe laborieuse. Les soviets, signifient la dictature du prolétariat, et l'Assemblée Constituante, celle de la bourgeoisie. Accorder et concilier la dictature des ouvriers avec celle des bourgeois est une chose impossible.

9. La propagande de quelques militants isolés de la gauche des indépendants allemands, proposant aux travailleurs un plan livresque et prématuré de « Système Soviétiste » non rattaché au cours réel de la guerre civile, est le fait de doctrinaires qui ne font que distraire les travailleurs de la lutte authentique pour le pouvoir.

10. Les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétiste. Ces soviets artificiels, ces « pleurs de serre » se transforment, tout au plus, en petites sociétés ; ou pis aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité des soviets.

11. Une situation spéciale s'est créée en Autriche, où la classe ouvrière a réussi à conserver des soviets embrassant des grandes masses ouvrières. Cette situation rappelle celle de la Russie de février à octobre 1917. Les soviets autrichiens constituent un facteur politique important et l'embryon d'un pouvoir nouveau.

Il va de soi que, dans cette situation, les communistes doivent participer au travail des soviets, les aider à s'intéresser à toute la vie économique

et politique du pays, y créer des fractions communistes et concourir de toutes façons à leur développement.

12. Sans révolution, les soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne, les soviets dégénèrent en parodie.

Les soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par

l'histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétiste doivent appliquer prudemment l'idée soviétiste ; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création immédiate des soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies.

G. ZINOVIEV.

Supplément aux Thèses sur le Parlementarisme

Projet d'instructions aux députés communistes membres des Parlements bourgeois et aux Comités centraux des partis communistes

L'opposition à l'entrée des communistes dans les parlements bourgeois puise surtout ses arguments dans les souvenirs du parlementarisme social-démocrate de l'époque de la 2^e Internationale. La conduite de l'énorme majorité des députés social-démocrates au parlement bourgeois était, en effet, complètement dépourvue de principes et constituait même une véritable trahison. Cette expérience amère ne sera pas oubliée de longtemps par la classe ouvrière.

C'est pourquoi il est nécessaire que l'Internationale Communiste qui s'est néanmoins prononcée pour l'utilisation de la tribune parlementaire par les communistes, veille sévèrement sur le travail des députés communistes et prenne toutes les mesures qui s'imposent en vue de créer un type nouveau du parlementaire révolutionnaire, qui soit un combattant communiste.

Il est à cette fin nécessaire :

1. Que le parti communiste et son Comité central s'assurent d'une façon générale dans la période préparatoire qui précède les élections de la sincérité et de la valeur du candidat au Parlement. Le Comité central doit répondre de tous les actes de la fraction parlementaire communiste ; il doit avoir le droit indiscutable d'écarter tout candidat désigné par une organisation quelconque s'il estime que ce candidat pourrait ne pas remplir son mandat communiste.

Les partis communistes doivent renoncer à l'habitude de choisir des députés surtout parmi les représentants des professions libérales, avocats, etc. Qu'il soit de règle de choisir des candidats parmi les ouvriers, sans craindre leur inexpérience parlementaire.

Les partis communistes doivent repousser avec un mépris impitoyable les éléments arrivistes qui se glissent dans le parti à la veille des élections, à seule fin d'entrer au Parlement. — Les Comités centraux ne doivent approuver que la candidature des hommes qui, par leur passé, ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière.

2. Les élections achevées, l'organisation de la fraction parlementaire doit se trouver entièrement entre les mains du Comité central du Parti, sans tenir compte de la légalité ou de l'illégalité de ce dernier. — Le choix des membres du bureau de la fraction parlementaire doit être approuvé par le Comité central. Le Comité central du Parti doit avoir, dans la fraction parlementaire, un représentant pourvu du droit de veto. Dans toutes les questions politiques importantes, la fraction doit demander au préalable les directives au Comité central.

Le Comité central a le droit et le devoir de désigner ou d'écarter les orateurs qui doivent intervenir dans les questions importantes. Ceux-ci soumettent à son approbation les thèses de leurs discours, voire le texte complet.

Tout candidat de la liste communiste doit s'engager à donner sa démission à la première demande du Comité central, afin que le parti ait toujours la possibilité de le remplacer.

3. Dans les pays où les éléments réformistes, demi-réformistes ou simplement arrivistes ont pénétré dans la fraction communiste (et c'est déjà le cas dans certains pays), les Comités centraux du parti communiste doivent les en éliminer impitoyablement. Une fraction communiste peu nombreuse mais vraiment communiste sert mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'une fraction nombreuse sans fermeté de principes communistes.

4. Tout député communiste au Parlement doit toujours avoir présent à l'esprit qu'il n'est pas un « législateur », parmi d'autres « législateurs » mais un agitateur du Parti envoyé dans le camp ennemi.

5. Tout député communiste doit selon la décision du Comité central unir le travail illégal au travail légal. Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore selon les lois bourgeoises de l'immunité des représentants, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégales du Parti.

6. Les députés communistes doivent parler au Parlement un langage intelligible à tout ouvrier ou paysan, afin que leurs discours puissent être imprimés et répandus dans tout le pays sous forme de tracts.

7. Les moindres actes des députés communistes au Parlement doivent être subordonnés au travail non-parlementaire du Parti. Le dépôt de projets de loi purement démonstratifs et conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande et l'agitation, doit avoir lieu sur les indications du Comité central.

8. Les travailleurs communistes doivent aborder sans crainte la tribune des parlements bourgeois et n'y jamais céder la place à de meilleurs « orateurs parlementaires » ; en cas de nécessité, ils lisent leurs discours, destinés à être reproduits par les journaux et sous forme de tracts.

9. Les députés communistes doivent entretenir par tous les moyens (sous le contrôle du parti) le contact avec les ouvriers, les paysans et les travailleurs de toutes catégories.

10. Les députés communistes doivent utiliser la tribune parlementaire non seulement pour démasquer la bourgeoisie et sa valetaille officielle, mais aussi les social-patriotes réformistes, les politiques indécis du centre et, de façon générale, les adversaires du communisme.

11. Les députés communistes, même s'ils ne sont que peu nombreux, doivent jeter le défi à la société bourgeoise et ne jamais oublier que seul est digne du nom de communiste celui qui, non par des paroles mais par des actes, se dresse en ennemi mortel de la société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.

Le nouveau "Cordon sanitaire"

La Pologne réactionnaire, défaite, appelle au secours, et c'est la France de Millerand et de Foch qui entend le lui prêter. Mais, hélas, l'avance des Rouges est plus rapide que l'aide des alliés ! Les munitions et les armes que les bourgeois français et anglaises se sont proposé d'envoyer au secours des avant-gardes blanches du capitalisme mondial, ne peuvent arriver à leur destination. C'est d'abord la résistance des dockers de Dantzig, et cet obstacle vaincu, le refus des soldats anglais, qu'il a fallu mettre en prison pour leur solidarité avec la cause ouvrière. Enfin, après avoir triomphé de la mulinerie des soldats, la bourgeoisie croit avoir ouvert la route de Dantzig à Varsovie, afin d'y transporter des munitions et, plus tard peut-être, aussi des hommes. Et, en dernière heure, où toute entrave paraît écartée, l'aile droite de l'armée rouge, qui commence à encercler Varsovie, coupe la communication entre Dantzig et la Pologne, privant de cette manière la bourgeoisie des alliés de la possibilité de secourir son avant-poste le plus menacé.

Mais la route par Dantzig n'est pas la seule qui mène des pays alliés en Pologne. Elle est, sans doute, la route la plus commode, celle qui les présente le mieux de complications internationales, dont la portée ne serait pas difficile à imaginer. Il y a, en dehors de la voie de Dantzig, la route à travers — ou peut-être mieux : au travers de — l'Allemagne, l'Autriche et la Tchéco-Slovaquie. Voilà une autre voie pour soutenir les seigneurs et les capitalistes polonais contre les prolétaires russes.

Cependant, cette voie n'est pas aisément praticable. Les gouvernements allemand et tchéco-slovaque se sont prononcés contre toute tentative de violer leur neutralité, et les ouvriers de ces deux pays déclarent décidément ne vouloir tolérer à aucun prix des transports de munitions ou de troupes à travers leur territoire. Même l'homme qui, en léchant les bottes des seigneurs impérialistes, a surpassé tous les laquais du capitalisme, depuis la signature de l'armistice, le docteur Renner, ministre d'Autriche, a osé adresser aux alliés la prière humble et dévote de respecter la neutralité autrichienne.

C'est pour vaincre ces difficultés que le capitalisme de France se met à réaliser les projets qu'il ourdissait depuis longtemps. L'Allemagne unie, objet de ses craintes perpétuelles et de ses haines acharnées, lui semble doublement périlleuse : elle pourrait ou retomber sous le régime du kaiser et des junkers, ou devenir la proie du bolchévisme. En tout cas, impériale ou spartakiste, l'Allemagne unie signifie un danger immense pour les tout-puissants capitalistes occidentaux. Voilà pourquoi la France impérialiste s'efforce de dépecer et de parceller l'Allemagne, de séparer le nord du sud et d'empêcher l'annexion de l'Autriche.

Afin de poursuivre cette politique, les gouvernants de la France actuelle n'ont pas besoin de fomenter en Allemagne des mouvements artificiels. Il suffit qu'ils renforcent les tendances de désunion qui y existent, surtout dans les milieux réactionnaires, bien qu'elles eussent été mises

plusieurs fois au service de la révolution prolétarienne. Les impérialistes du nord rêvent encore de la restauration de l'Empire et de la revanche vis-à-vis de la France. Mais pour préparer ce jour tant désiré, il leur faut en finir avec l'ennemi intérieur, le communisme, qui les empêcherait d'exécuter leurs projets réactionnaires. Comment y parvenir ? Selon eux, les conditions de paix écrasantes, qui entravent la restauration de la vie économique (sur la base du capitalisme), ont engendré — et ne cesseront d'engendrer le mouvement communiste, que les Stinnes, Simons, etc., ne croient pouvoir vaincre qu'après des concessions, obtenues des alliés au sujet du traité de Versailles. N'ayant pas à craindre une invasion immédiate de la part de la France, mais bien de la part de la Pologne, qui n'est que la vassalle des bourgeois français, la bourgeoisie allemande du Nord envisage quelquefois une guerre contre la France, en commun avec la Russie bolchéviste, pour remplir le traité de Versailles et pour triompher ainsi du bolchévisme à l'intérieur ! Bien que l'illogisme paradoxal de telles idées soit évident, on les rencontre chez pas mal d'intellectuels et de bourgeois allemands, et aussi dans la presse française.

Plus exposée à une invasion française et nullement menacée par la Pologne, la bourgeoisie allemande du Sud, et principalement celle de Bavière, veut combattre le bolchévisme, non par une guerre contre l'Occident, mais à l'aide de la France. C'est en Bavière que les traditions séculaires du particularisme sont encore le plus vivantes et que la réaction tend à la restauration moins de l'Empire allemand que de la royauté bavaroise. En favorisant ces tendances séparatistes, dès l'armistice — et même pendant la guerre — les impérialistes de France ont cherché à entraver l'unité allemande. Tout dernièrement, ils ont fait, en nommant un ambassadeur spécial pour Munich, une nouvelle tentative de fortifier ce séparatisme.

La France capitaliste croit le moment proche de réaliser ses projets à l'égard de l'Allemagne, et d'ouvrir une autre voie pour la Pologne, celle de Dantzig ayant été obstruée. Les tendances monarchistes en Bavière s'accroissent de plus en plus, la réaction bavaroise a presque achevé l'armement des paysans et des bourgeois ; les réactionnaires de Bade et de Wurtemberg étant indifférents, sinon favorables, la France, voulant prêter un secours actif à la Pologne, pourra transporter tout ce qu'elle voudra à travers l'Allemagne du Sud. Elle aurait ainsi atteint son but de diviser l'Allemagne, en mettant l'Allemagne du Sud sous sa « protection ». Elle n'aurait alors qu'à dompter les ouvriers d'Autriche et de Tchéco-Slovaquie, pour arriver à son autre but... celui de soutenir la réaction polonaise.

Le contre-poids qu'il faut à la bourgeoisie française contre ces deux pays, c'est la réaction des terroristes blancs en Hongrie. C'est à l'aide de ceux-ci qu'elle compte écraser d'abord le prolétariat autrichien et ensuite celui de Tchéco-Slovaquie. Elle fomente le mouvement nationaliste des classes dominantes hongroises, en favorisant la formation de l'armée blanche, dont le nombre dépasse déjà maintenant de 70.000 le chiffre que le traité de paix accorde à la Hongrie. L'armée hon-

groise se prépare pour la guerre contre la Russie des Soviets. Mais elle ne pourra mener cette guerre que si l'impérialisme français est en état de le pouvoir de tout ce dont elle aura besoin à ce propos : d'armes, de munitions, et peut-être aussi... de soldats. C'est la guerre contre-révolutionnaire contre la Russie des Soviets qui impose à la bourgeoisie française la nécessité d'enfoncer dans l'Europe centrale un corridor réactionnaire d'Alsace jusqu'en Hongrie et en Roumanie. Voilà pourquoi elle soutient les projets du bourreau Horthy, tendant à restaurer la monarchie danubienne des Habsbourg, soit sous le sceptre de ceux-ci, soit sous le sceptre des Wittelsbach ou d'une autre famille *Dei gratia*. L'Autriche, écrasée entre la Hongrie et la Bavière blanche, aura beau envoyer M. Renner prier les alliés de respecter sa neutralité, elle ne pourra la sauvegarder que grâce à l'activité et à l'enthousiasme révolutionnaires de son prolétariat.

Ce corridor de la réaction, projeté par les impérialistes français, aura pour but suprême de former une nouvelle barrière contre la révolution prolétarienne. La bourgeoisie, battue en Pologne, qui est maintenant ouverte au flux rouge du communisme, doit se retirer sur une ligne plus sûre et plus à couvert des attaques bolchévistes. Avant

d'évacuer la position avancée de Pologne, elle prépare le nouveau « cordon sanitaire », cherchant à le construire plus parfait, plus ferme et plus fort que le précédent. Cette barrière, traversant l'Europe de l'Océan Atlantique jusqu'à la mer Noire, formera un verrou immense, séparant la Pologne, qui menace de succomber à la révolution prolétarienne, l'Allemagne du Nord et la Tchéco-Slovaquie, où la contagion bolchéviste va s'étendre rapidement après la défaite finale de la Pologne capitaliste, de l'Europe méridionale, afin de sauver celle-ci pour le capitalisme. Laissant à l'Angleterre et à la Finlande la défense du capitalisme en Scandinavie, en Irlande et dans la plupart des colonies, la France s'est chargée de défendre, dans l'Europe du Sud, le régime qui s'écroule infailliblement.

Après avoir fait une guerre d'une durée de plus de quatre ans pour la « démocratisation » et la « républicanisation » des puissances centrales, l'impérialisme français s'apprête à précipiter l'Europe centrale balkanisée dans tous les désastres d'une guerre nouvelle, pour lui imposer la monarchie dont la chute avait été — selon les proclamations des puissances occidentales — le but essentiel de la grande guerre précédente.

Otto MASCHL.

Chronique Internationale

GRÈCE

Contre la nouvelle entreprise impérialiste du gouvernement de Venizelos, agent de l'impérialisme des Alliés, le Parti socialiste ouvrier de Grèce élève l'énergique protestation dont nous sommes heureux de publier ici le texte :

Le Parti Socialiste Ouvrier de Grèce, représentant les aspirations et les intérêts du prolétariat militant, sent le devoir d'élever sa voix de vive protestation contre la nouvelle expédition, dans laquelle la politique aventurière de l'oligarchie dirigeante a jeté le pays. Après huit années de guerre et de mobilisation sans fin, par lesquelles les divers exploités et tyrans du pays, sous le prétexte ordinaire des revendications nationales, ont jeté la classe des prolétaires et des pauvres paysans dans une situation perpétuelle de misère et d'incertitude, la bourgeoisie insatiable de Grèce, se trouvant au service des grands impérialistes de l'Entente, jette le pays de nouveau dans la guerre et, au nom de l'Impérialisme International et de ses propres intérêts, ouvre de nouveaux fronts aux montagnes de l'Asie Mineure.

Des dirigeants odieux et qui n'ont pas le courage de déclarer qu'ils sont les agents de l'impérialisme étranger qui tâche à s'imposer dans les territoires turcs pour s'assurer l'exploitation de nouvelles sources de richesses, invoquent de nouveau le prétexte de ces mêmes idéaux mensongers du nationalisme et

du patriotisme, pour provoquer l'enthousiasme populaire en faveur de ces entreprises.

Mais une série entière de faits historiques et récents, prouve d'une manière claire quelle est la guerre qu'on fait en Asie. Les luttes continuelles des grandes puissances, de l'Autriche autrefois impérialiste et de la Russie tsariste, de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, s'entrecroisaient aux Balkans et en Turquie pour leur suprématie dans ces pays, par où passent les chemins vers le Sud et l'Orient. Par suite de cette situation, les Balkans et la Turquie furent entraînés dans la lutte par les Etats impérialistes et, depuis huit années, dans tous les Etats balkaniques, les classes dirigeantes jouent le rôle de serviteurs et d'agents des impérialistes et des capitalistes européens, jusqu'à ce que ces derniers les aient poussés dans la grande guerre.

La grande guerre a fini ainsi par la victoire extérieure des Alliés. La Roumanie, la Serbie et la Grèce sortirent en apparence victorieuses de cette guerre et la Bulgarie, par suite de sa défaite, a subi une mutilation sérieuse, tandis que la Turquie devait être partagée définitivement. Mais les impérialistes anglais, français et italiens, unis dans une alliance jusqu'au moment où la guerre contre l'Allemagne fut jugée, en réalité, rivalisaient entre eux-mêmes, et il était évident que chacun prétendrait à la meilleure partie du cadavre de la Turquie. L'explosion et le développement soudains du mouvement

nationaliste en Turquie, aidé par la France et l'Italie et l'instauration de la Grèce aux côtes de l'Asie Mineure, poussée par l'Angleterre, ont compliqué de beaucoup la situation et ont rendu inévitable la guerre sur les territoires asiatiques. En effet, la bourgeoisie anglaise, pour des raisons de concurrence contre l'influence française et anglaise, ainsi que pour se défendre du péril d'une révolte générale en Asie après l'extension du Bolchévisme, a obligé le gouvernement grec d'entreprendre la nouvelle guerre. D'ailleurs l'enthousiasme de la presse bourgeoise anglaise pour les victoires des bayonnettes grecques et la déclaration du président du gouvernement que cette lutte est une lutte commune des Alliés et non seulement de la Grèce, prouvent clairement quels sont les intérêts qui se cachent derrière cette guerre et quel est le véritable but qu'on poursuit. C'est en vain donc que les tyrans du pays, les exploités de la faiblesse, de la misère et de la désespérance des masses ouvrières, tâchent d'inspirer le faux enthousiasme pour une guerre impérialiste et aventurière.

Cette guerre, décidée par les impérialistes anglais, pour être entreprise par les prolétaires et les paysans grecs, n'est que la continuation de toutes les grandes guerres pour la conquête des colonies, que les impérialistes de l'Europe n'ont jamais cessé de préparer. C'est la continuation de la politique par laquelle la bourgeoisie des puissances occidentales victorieuses tâche toujours de soumettre les peuples de l'Orient en intervenant dans toutes leurs relations économiques et politiques. C'est enfin la suite sinon la dernière période de la guerre mondiale, par laquelle, grâce aux diverses promesses mensongères sur la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes et sur l'abolition de l'absolutisme etc., on a réussi à entraîner les peuples dans des projets infernaux.

Mais si telle est la guerre actuelle et telles sont ses causes profondes, il ne faudrait pas méconnaître ses conséquences, qui auront une influence non seulement sur le pays mais même sur la situation internationale. Car quel que soit le résultat de cette guerre, ce résultat compliquera de nouveau la situation internationale, parce que les intérêts de l'un des Alliés en conflit, nous pousseront à des nouvelles guerres internationales, à des nouvelles catastrophes. Ainsi l'avenir des peuples des Balkans et, en général, l'avenir des peuples de l'Orient apparaît pire que le présent ; les peuples orientaux sont ainsi menacés d'une nouvelle période inévitable d'oppression et de catastrophes.

Pour la Grèce surtout, qui, au point de vue économique et politique, se trouve déjà chargée d'engagements formidables envers ses grands Alliés, la misère et le désespoir du peuple, en croissant sans cesse à cause des mobilisations continuelles, de la spéculation et des impôts cruels, de l'antagonisme jusqu'à l'extermination entre les deux grands partis bourgeois, ainsi que de la décomposition administra-

tive, crée la plus incertaine et dangereuse situation.

Devant cette situation, créée par la spéculation effrénée de la classe dominante, spéculation qui la pousse naturellement à se soumettre aux impérialistes de l'Europe et qui fait naître de nouveaux problèmes pour le peuple, pour la tranquillité des peuples voisins et pour la paix internationale, le Parti Socialiste Ouvrier dénonce tous les partis bourgeois comme complices et responsables de la nouvelle misère qu'on prépare pour le peuple ouvrier. La classe ouvrière militante du pays ne peut que jeter toutes les responsabilités du nouveau coup, aussi bien sur le parti aujourd'hui au pouvoir qui est particulièrement coupable de l'inauguration de la politique d'asservissement complet du pays aux intérêts des impérialistes étrangers, que sur les soi-disant « partis d'opposition » qui sont responsables pour leur trahison envers le peuple qu'ils ont bercé dans la politique ignoble de la dynastie et entraîné contre la politique du parti gouvernant, pour approuver maintenant cette dernière et s'adonner à la lâche concurrence à se disputer l'honneur de vendre le sang du peuple grec à meilleur marché.

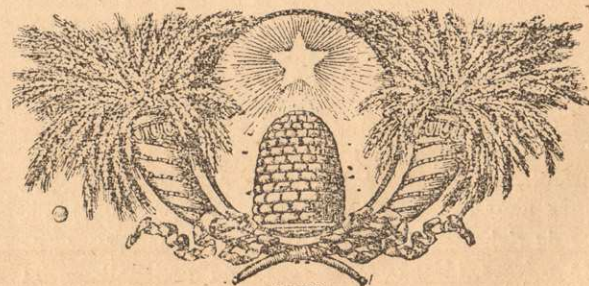
Le Parti Socialiste Ouvrier de Grèce, conséquent avec sa politique internationaliste et persévérant dans sa petite mais honnête histoire, oppose contre cette situation son programme d'émancipation, avec la conviction que c'est seulement ce programme socialiste qui pourra libérer le pays des malheurs et des conséquences de la politique bourgeoise ainsi que de tous les exploités et aventuriers qui négocient les sacrifices et les forces du peuple travailleur.

Seulement la victoire des ouvriers et des paysans asservis de la Grèce, d'accord avec la victoire des ouvriers et paysans des autres pays balkaniques, unira par la dictature du prolétariat en une République Fédérative des Soviets, tous les peuples et les libérera définitivement de l'oppression et de l'exploitation du capitalisme indigène et étranger et, avec la disparition du pouvoir des exploités, apportera la fin de toutes les exploitations et oppressions et consolidera entre tous les peuples une paix durable.

Athènes, le 7 juillet 1920

Pour le P. S. O. (Communiste)

N. DIMITRAOS.



Le Japon et la Russie Soviétiste

L'*Oriental Economist* de Tokio, le seul journal avancé et populaire du Japon, a publié une série d'articles sur le gouvernement bolchévik russe qu'il sera intéressant pour les socialistes de connaître. Ce journal n'a jamais attaqué le gouvernement soviétiste ; au contraire, à maintes reprises, il a fait des tentatives énergiques pour déterminer le Japon à reconnaître ce gouvernement. C'est ainsi que dans le numéro du 25 juillet, on peut lire un article intitulé : *Reconnaissez le gouvernement bolchéviste*. « N'oubliez pas que la Russie doit renaître ! » Le numéro du 15 août contient un article intitulé : « Les armées alliées évacuent Vladivostok ». Dans cet article, ce journal se livrait à une critique sévère de la politique du Japon et des Etats-Unis à l'égard de la Sibérie et posait cette question : « Quels sont les Russes qui acceptent avec joie le secours des alliés ? » Le 15 septembre ce même journal publiait un article intitulé : « Retirez nos armées de Sibérie ! » Ce journal s'est toujours opposé à l'intervention japonaise en Sibérie ; il s'est constamment prononcé pour la reconnaissance du pouvoir soviétiste. Nous estimons utile de faire connaître à nos lecteurs le contenu d'un article publié dans le numéro du 5 avril et intitulé : *Le dépérissement de l'armée japonaise en Sibérie* :

« Lors de l'attaque lancée contre les bolchéviks, les pertes ont été de 301 soldats tués et 158 blessés. Un bataillon fut complètement anéanti.

« Contre l'intervention, un fort mouvement se manifeste actuellement dans les masses populaires du Japon. Nos soldats périssent par centaines sur les champs de bataille de Sibérie. L'échec de notre politique sibérienne est complet. Nos troupes doivent être rappelées à tout prix. Nous avons commencé par prêter main-forte aux Tchéco-Slovaques ; ce but atteint, notre politique passa à l'offensive et se donna un nouveau but : le renversement du gouvernement bolchéviste. Nous prétendons que cela signifie bien une intervention dans les affaires intérieures russes.

« M. Ouchida, ministre des Affaires Etrangères, a déclaré au Parlement : « Le premier but assigné à nos armées est atteint, mais nous ne pouvons pas les rappeler aussi longtemps qu'elles n'auront pas rétabli l'ordre et la tranquillité dans les régions occupées ». Qu'entend-on par le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité ? M. Ouchida s'est exprimé ainsi : « Notre politique ne représente nullement une intervention dans la politique intérieure de la Russie, mais il est indispensable pour rétablir l'ordre et la paix, de chasser les bolchéviks ». Quelles sont les régions occupées par nos armées ? Le ministre de la Guerre a donné cette réponse : « Nos armées maintiennent l'ordre et assurent la garde de la voie ferrée sur un front de 4.000 milles anglais ; elles continueront à assumer cette tâche dans l'avenir le long de cette ligne ainsi que dans les régions attenantes ; notre but est de reconstituer la Russie en soutenant le gouvernement d'Omsk. Nous considérons que les partisans de ce dernier sont des modérés et que le soutien qui leur sera accordé contribuera au maintien de l'ordre. Toute résistance opposée à nos armées sera pour ces raisons, réprimée par la force ».

C'est l'évidence même que notre politique sibérienne se résume en un soutien militaire du gouvernement d'Omsk. Nous nommons ceux que nous reconnaissons des « modérés », et ceux qui sont contre eux, des bolchéviks. Notre façon de rétablir l'ordre et la légalité, consiste à chasser les bolchéviks. Et malgré tout cela, le ministre des Affaires Etrangères affirme que nous n'intervenons pas dans la politique intérieure de la Russie. Que fait donc notre armée, si ce n'est, en réalité, une intervention armée dans la politique intérieure de la Russie où ses opérations militaires se développent sur une étendue de 4.000 milles. Dans toute cette région aucune politique intérieure russe n'est tolérée. Et il n'est pas un seul Russe ici qui ne nous considère comme ses ennemis et qui ne nous soit hostile.

Qu'est-ce que tout cela, sinon une intervention dans la politique intérieure russe ? Partout, il y a et il y aura toujours des mécontents. Et les modérés dont parle notre ministre, ne sont rien de plus que des mécontents, car la majorité de la population russe est bolchévique. Plus notre armée prolongera son séjour en Sibérie, plus les Russes nous seront hostiles. Nous ne pouvons faire mieux que de rappeler le plus vite possible notre armée de Sibérie. D'ailleurs il nous suffira de la rappeler pour que le gouvernement d'Omsk soit immédiatement renversé par les bolchéviks. Au cours de cette intervention, nos soldats périssent pour une cause qu'ils ne comprennent pas ; les frais militaires de cette entreprise c'est de l'argent perdu. Les pertes que nous subissons du fait de notre politique nous affligent profondément. En rappelant notre armée, en évitant une effusion de sang inutile, nous mettrons fin par cela même à l'hostilité de la Russie à notre égard. »

C'est ainsi que les meilleurs éléments de la population japonaise envisagent la situation.

La politique sibérienne du gouvernement japonais est soutenue par tous les alliés, y compris l'Amérique. C'est la politique de la pire des violences.

Pour MM. les Alliés le peuple russe se compose exclusivement de la classe bourgeoise, en lutte contre les bolchéviks, et qui fait tout son possible pour vendre la Russie aux capitalistes étrangers. Il est un proverbe japonais qui dit que : « la voix du peuple fond l'acier » ; ces paroles montrent la force de l'opinion publique ; en échange il en est un autre qui dit : « la foi triomphe de tout ».

Afin d'induire en erreur l'opinion publique, au cours des deux dernières années, les bruits les plus ineptes et les pires calomnies ont été systématiquement répandus dans le monde entier sur la république soviétiste et sur les événements de Russie. Tous ces mensonges habilement combinés par les capitalistes et leurs laquais, les journalistes « ces serviteurs de la vérité » et ces adeptes du Christ, peuvent pendant un certain temps tromper quelques esprits peu clairvoyants, mais ils sont pareils à un édifice bâti sur le sable ou à un nuage voilant le soleil. Ils s'effondreront rapidement et se disperseront sous l'action de la vérité. En dépit de toutes ces calomnies mensongères, l'humanité apprendra bientôt la vérité sur la

Russie et la République soviétiste. Nous savons que toutes les belles phrases sur le but et l'idéal élevé de la guerre et de la paix actuelles basées sur le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, ne sont que des paroles creuses. Les gouvernements capitalistes et leurs diplomates sont incapables d'établir une paix durable entre les peuples. C'est un fait établi. La seule paix durable possible est celle qui fut proposée par les bolchéviks par la voix de Lé-

nine et de Trotsky lorsqu'il créèrent le gouvernement soviétiste. Telle est du moins l'opinion unanime de la grande majorité des peuples et je suis heureux de pouvoir affirmer que les socialistes japonais en sont fermement convaincus. Ils connaissent parfaitement le vrai peuple russe et sont prêts à le soutenir par tous les moyens en leur pouvoir.

SEN KATAYAMA.

Bulletin Communiste

SOMMAIRES DES NUMEROS 1 à 25

NUMERO 1

Salut à l'Internationale Communiste (F. Lorient, P. Monatte, B. Souvarine). — La 3^e Internationale en France (Boris Souvarine). — A la mémoire de Liebknecht et de Rosa Luxembourg (Henriette Roland-Holst). — La 2^e Internationale (Ch. Rapoport). — Le Mouvement Communiste en Russie (G. Zinoviev). — Un discours de Jacques Sadoul. — A la mémoire de Jaurès (Zinoviev). — Correspondance Internationale : Russie (Milioutine), Autriche (Otto Maschl). — Pologne. — Réponse aux Indépendants d'Allemagne. — Motions du Comité pour le Congrès de Strasbourg.

NUMERO 2

Le Congrès de Strasbourg (F. Lorient). — Après Strasbourg (J. Humbert-Droz). — Aux Travailleurs français (Zinoviev). — Le Congrès des Etudiants communistes. — Thèses directrices sur la tactique de l'Internationale Communiste dans la lutte pour la dictature prolétarienne. — Correspondance Internationale : Autriche, Belgique, Bulgarie, Italie. — Le développement des Conseils dans la démocratie bourgeoise (Otto Maschl). — Déclaration du Groupe des étudiants communistes de Paris.

NUMERO 3

Une situation nette (Boris Souvarine). — Pour la Révolution allemande (Wynkoop, H. Roland-Holst, S.-J. Rutgers). — La Révolution d'octobre (L. Trotsky). — Le Salut de l'Internationale Communiste au Congrès de Strasbourg (A. Albrecht, H. Roland-Holst). — Le Groupe Communiste français de Moscou (Pierre Pascal). — Explication définitive (B. Souvarine). — Réponse au Populaire (Borodine). — Le Mouvement Communiste en Grande-Bretagne (A. Inkpin).

NUMERO 4

Conscience révolutionnaire (F. Lorient). — L'esprit de Révolution (J. Sadoul). — La Révolution ressuscite (Otto Maschl). — L'orientation du mouvement ouvrier au commencement de 1920 (H. Roland-Holst). — Nous ne sommes pas d'accord (B. Souvarine). — Propositions et thèses pour la prochaine conférence communiste internationale.

NUMERO 5

Noskistes et reconstituteurs (Boris Souvarine). —

Le Parlementarisme et la lutte pour les Soviets (G. Zinoviev). — La Ligue des Nations et les petits Etats (S.-J. Rutgers). — L'instruction populaire dans la Russie des Soviets (Lounatcharsky). — Réponse aux reconstituteurs anglais (Wynkoop, H. Roland-Holst, Rutgers). — L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat (N. Lénine).

NUMERO 6

L'Action Communiste en France (B. Souvarine). — Pour la Paix avec la Russie ! Pour le 1^{er} Mai ! (Wynkoop, H. Roland-Holst, Rutgers). — Le Programme des Spartakistes. — Polonia Militans (F. Kohn). — Ce que dit un Russe à un Anglais (G. Timiriachev). — Héros et Martyrs du Communisme : Tybor Samuelli (N. Boukharine). — Parlementarisme et Révolution (Karl Radek). — Le premier gouvernement prolétarien (A. Ioffe).

NUMERO 7

Le Congrès des Cheminots (B. Souvarine). — Pour la solidarité prolétarienne (Lorient, Monatte, Souvarine). — Les épurations nécessaires (Raymond Lefebvre). — Héros et Martyrs du Communisme : Rosa Luxembourg (Clara Zetkin). — Aux Indépendants allemands — L'organisation de la force armée et la structure de la Société (N. Boukharine). — La Famille et l'Etat Communiste (Alexandra Kollontai). — Correspondance Internationale : Pologne, Espagne, Afrique du Sud.

NUMERO 8

La 3^e Internationale et sa place dans l'histoire (N. Lénine). — L'arrestation de Monatte. — Lénine ou Wilson ? (M. Gorki). — Hier et aujourd'hui (M. Gorki). — La Socialisation (Anton Pannekoek). — Héros et Martyrs du Communisme : Léon Tychko (Zinoviev). — Aux Camarades italiens (Angelica Balabanova). — Aux Ouvriers de tous les pays (Wynkoop, H. Roland-Holst, Rutgers). — La Bulgarie et l'Impérialisme (S. Djorov). — Correspondance Internationale : Espagne (F. Izquierdo).

NUMERO 9

La répression capitaliste (B. Souvarine). — L'arrestation de Lorient (B. Souvarine). — Kautsky ou Wilson ? (S.-J. Rutgers). — Les Héros de l'Internationale de Berne (N. Lénine). — La Société des Nations (N. Boukharine). — Correspondance Internationale : Belgique, Finlande, Yougo-Slavie.

NUMERO 10

Le Bolchevisme (Rosa Luxembourg). — L'arrestation de Souvarine (René Reynaud). — Héros et martyrs du Communisme : K. Liebknecht et Rosa Luxembourg (L. Trotsky). — Réponse aux Indépendants (Zinoviev). — Sur les Conseils ouvriers (R. Thal).

NUMERO 11

Le devoir du prolétariat européen (J. Sadoul). — La dictature du prolétariat et les coopératives (Miasnikov). — L'Internationale des Intellectuels (M. Gorki). — Petrograd (L. Trotsky). — Réponse à une saleté (Fromentin). — Héros et martyrs du Communisme : K. Liebknecht et Rosa Luxembourg (Zinoviev).

NUMERO 12

Contre la Répression (V. Godonèche, René Reynaud, Jean Ribaut). — Le Complot (Boris Souvarine). — Solidarité internationale (Hollande, Angleterre, Espagne, Suisse). — Jean Longuet (L. Trotsky). — Héros et Martyrs du Communisme : Volodarsky-Petrograd (Zinoviev). — La Révolution universelle (Hermann Gorter). — Vive la Troisième Internationale Communiste (Clara Zetkin).

NUMERO 13

Réponse à Longuet (Varine). — Les petits papiers de M. Charles Dumas (H. Guilbeaux). — Les perspectives de la Révolution prolétarienne (Zinoviev). — Correspondance Internationale : Russie (Flory). — Héros et Martyrs du Communisme : Ouritsky (Lounatcharsky). — L'autocratie du prolétariat à la fabrique (L. Kritzman).

NUMERO 14

Le Cercle des Ignorances (Flory). — Le Gouvernement des Soviets et la Conservation des œuvres d'art (A. Lounatcharsky). — Une prophétie de Byron à propos de Moscou (G. Timiriachev). — L'Amérique et la Révolution russe (S.-J. Rutgers). — Les Coopératives de Consommation (N. Krestinsky). — La Pologne et la Russie (Henriette Roland-Holst).

NUMERO 15

La Grève de mai et les communistes (Varine). — Lénine et les Reconstituteurs (N. Lénine). — La rupture nécessaire (J. Sadoul). — Pour le Conseil national socialiste. — Lettre à Jean Longuet et aux Reconstituteurs (A. Kemerer). — Les élections allemandes (J. Humbert-Droz). — La Pologne et la Russie (H. Roland-Holst).

NUMERO 16

Le Conseil National Socialiste (Varine). — La Politique extérieure des deux Internationales (Thitchérine). — Loyauté des Reconstituteurs. — La Question des Epurations (Raymond Lefebvre). — Lettre ouverte aux ouvriers suisses (F. Platten). — Correspondance Internationale : Tcheco-Slovaquie (Otto Maschl). — Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. — Manifeste du Parti Révolutionnaire des Indes. — Solidarité Internationale.

NUMERO 17

La Réaction Syndicalo-Socialiste (Varine). — La Politique extérieure des deux Internationales (Thitchérine). — Le Faux Complot (Henriette Roland-Holst). — Loyauté des Reconstituteurs (René Reynaud). — Héros et Martyrs du Communisme : Eugène

Munch (A. Balabanova). — L'Internationale Syndicaliste (G. Tsipérovitch). — L'Ouvrière en Russie Soviétiste (Hélène Blonina). — Correspondance Internationale (Espagne).

NUMERO 18

Deux discours contre-révolutionnaires (Varine). — Lénine et le Parlementarisme (N. Lénine). — Réponse de Paul Lévy à Caussy (Paul Lévy). — Sur le Conseil National Socialiste (Flory). — Correspondance Internationale : Allemagne-Roumanie. — Héros et Martyrs du Communisme : Eugène Léviné (N.). — Dans l'Internationale des Jeunes (Munzenberg).

NUMEROS 19-20

La trahison permanente (Varine). — Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste (G. Zinoviev). — Héros et Martyrs du Communisme : Marc Nathanson-Bobrov (Angelica Balabanova). — L'Internationale Communiste aux I. W. W. (G. Zinoviev). — Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg (In Memoriam) (Henri Guilbeaux). — Le militarisme et la lutte des classes (Henriette Roland-Holst). — Adhésion d'un anarchiste au Parti Communiste (Eric Musham). — Le programme agraire du Parti Communiste allemand (Spartakusbund). — « Le Feu » d'Henri Barbusse (Maxime Gorki). — Le Mouvement communiste israélien (M. Rafes). — Correspondance Internationale : Suisse (J. Humbert-Droz). — Finlande. — Loyauté des Reconstituteurs.

NUMERO 21

Au service de la bourgeoisie (Varine). — La Russie Soviétique invincible (Lucien Deslinières). — La Troisième Internationale (Jacques Sadoul). — Quand nous nous réveillerons d'entre les morts (Z. Hoglund). — Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste : Aux prolétaires de tous les pays. — La Révolution russe et le Prolétariat International (G. Zinoviev). — La question d'Orient (Karl Radek).

NUMERO 22

Fausse Exégèse (Flory). — La dislocation de la majorité (Varine). — Lettre de Russie (Jacques Sadoul). — Déclaration de Cachin et Frossard. — Henri Barbusse et la 3^e Internationale. — Les Bolcheviks et leur activité (Henriette Roland-Holst). — Réflexions sur le complot (Albert Treint). — Vers les jeunes communistes (le Congrès du Comité pour l'autonomie).

NUMEROS 23-24

L'Alliance Mondiale des Prolétaires (Varine). — Aux Travailleurs Français. — La Dictature du Prolétariat en Russie et la Révolution mondiale (N. Boukharine). — Le Terrorisme (L. Trotsky). — Le Congrès Communiste International. — Essais sur les questions nationales et coloniales (N. Lénine). — L'organisation internationale de la Jeunesse (Steinmann). — Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Prolétariat (N. Lénine).

NUMERO 25

Leur Politique et la nôtre (Varine). — Le complot. — Lettre aux travailleurs Américains (Jacques Sadoul). — Lettre de Russie (G.-M. Serrati). — La question nationale en Finlande (G. Sirola). — Chronique Internationale : Bulgarie (D. Blagoïeff), Pologne.



LITTÉRATURE == == COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

BOUKHARINE. — <i>Le Programme des Communistes</i>	1 25
ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i>	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LENINE. — <i>Les Problèmes du Pouvoir des Soviets</i>	0 50
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i> ..	4 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i>	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25

La Revue Communiste

SOMMAIRE DU N° 6

L' « Opportunisme » de Lenine, Ch. Rappoport.
— *La Famille et l'Etat Communiste*, A. Kollontal.
— *Les Evénements de mai 1920*, Jean Brécot.
— *L'Administration de la Russie Communiste ; La guerre contre la Pologne capitaliste*, K. Radek.
— *Documents sur la guerre contre la Pologne ; L'Organisation économique dans la Russie des Soviets et en Occident*, L. Trozky.
— *Après les élections*, Clara Zetkin. — *Revue de Politique Internationale*, Ch. R.
Abonnements : 1 an : 25 fr. ; 6 mois, 13 fr. ; 3 mois, 7 fr.
Adresser correspondance et mandats à Ch. Rappoport, 17, rue Grange-Batelière.

“L'Ouvrier Communiste”

ORGANE BI-MENSUEL

de la Fédération Communiste de Wallonie

Le Numéro : 25 centimes

ABONNEMENTS : UN AN 7 fr. 25

Administration et Rédaction : 77, rue Haute, Bruxelles

NOTRE SOUSCRIPTION

(21^e liste)

G. C., Le Mans, 5 fr. — Chereau, 10 fr. — Liste de souscription n° 70, 41 fr. 75. — Pour que Cachin et Frossard fassent de la bonne propagande, 2 fr. — Muller, Pont-à-Mousson, 10 fr. — Liste de souscription n° 19, 17 fr. 10. — Renault, Grenoble, 5 fr. — N., à Angers (2^e versement), 20 fr. — Un groupe de camarades, amis du « Bulletin », 10 fr. — Liste de souscription n° 201, 23 fr. — Un lecteur de la « V. O. », et du « Bulletin », 2 fr. — Noël, 3 fr. — Pour que le complot continue à se dégonfler, 2 fr. — Pour protester contre l'attitude de l'« Humanité » envers nos camarades, un membre du Parti, 5 fr. — A. H., 5 fr. — Pierre Martin, 1 fr. — Jeanne Martin, 1 fr. — Yvonne Martin, 1 fr. — G. Mangin, Orléans, 15 fr. — Liste de souscription n° 123, 68 fr. — Liste de souscription n° 124, 19 fr. 20. — Un instituteur, 5 fr. — Pour l'épuration du Parti, 2 fr. 50. — J. R., 10 fr. — Citoyenne Dumas, 5 fr. — Une camarade 9^e section, 3 fr. — Vive Sadoul, 1 fr. — Liste de souscription n° 2, 20 fr. 15. — Deux syndicalistes, 2 fr. — G. H. R., 10 fr. — Liste de souscription n° 254, 61 fr. — Liste de souscription n° 255, 9 fr. 80. — Un ami du « Bulletin », 1 fr. 50.

Total de la 21 liste..... 397 »
Total des listes précédentes..... 4.755 65

Total général..... 5.152 65

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro ; 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS



Travail exécuté

par des ouvriers payés

au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)